

**NUMÉRO
SPÉCIAL**

ANNE HIDALGO
« MA BOUSSOLE,
C'EST L'UNIVERSALISME »

SONDAGE COMME
SAMUEL PATY, LES PROFS
EN PREMIÈRE LIGNE

6 JANVIER 2021 / N° 1485 / 3€

CHARLIE HEBDO

QUEL AVENIR POUR LA GAUCHE ?

**SI T'ES PAS LAÏC,
SI T'ES PAS RÉPUBLICAIN...**



L 14057 - 1485 H - F: 3,00 € - RD



Charlie Entretien

ANNE HIDALGO

Laïcité, droits des minorités, féminisme, inégalités sociales, communautarisme, école... Autant de questions cruciales qui minent notre société fracturée où les fondements de la République sont l'objet d'attaques incessantes qui les fragilisent. *Charlie* a rencontré la maire de Paris pour savoir comment elle s'y prend pour déminer le terrain.

CHARLIE HEBDO : Pensez-vous que les valeurs que défend *Charlie*, et que Samuel Paty voulait transmettre à ses élèves, sont mieux comprises aujourd'hui ?

Anne Hidalgo : Sûrement davantage qu'au début des premières polémiques sur la publication des caricatures danoises. Je me souviens qu'à ce moment-là j'étais secrétaire nationale du PS en charge de la culture et des médias. Après m'en être entretenue avec François Hollande, qui m'avait suivie, on avait rédigé une déclaration du PS soutenant les dessinateurs danois. J'avais alors été confrontée à des réactions assez vives : on me disait qu'un parti politique comme le PS ne pouvait pas soutenir ce type de caricatures. Par la suite, il y a eu l'incendie des locaux de *Charlie*, la multiplication des menaces, le tout dans une sorte d'indifférence générale. Ça me frappait beaucoup, parce que, adolescente, étudiante et même jeune adulte, je me suis vraiment construite avec ce genre de presse, que ce soit *Charlie* ou *Fluide glacial*, avec ce regard extrêmement critique, notamment sur la vie politique et ses acteurs. Pour moi, combattre une oppression par une autre oppression, ça manque un peu d'ambition...

c'est quelque chose d'absolument indispensable à la démocratie et à la dynamique du débat – même si, par la suite, j'ai vu que quand vous êtes visés, c'est toujours un peu plus compliqué de s'y confronter (*rires*)... J'entendais des responsables publics expliquant qu'il ne fallait pas choquer, que les religions étaient maltraitées, etc. Je n'ai jamais ressenti ça. Sans doute parce que je suis née en Espagne, j'ai vu le poids qu'une religion pouvait exercer sur la société, et pour moi, c'était une véritable bouffée d'air frais de constater qu'on pouvait aussi se moquer de nos croyances, et que cela relevait de l'ordre de l'exercice intellectuel, artistique. Bref, démocratique.



Et après janvier 2015 ?

L'attentat contre *Charlie* a créé un électrochoc. Mais ces voix dissonantes ne se sont pas tues, ces gens qui ont continué à affirmer que les caricatures étaient blessantes – et à insinuer que, parce que ça blessait, ce qui arrivait était mérité. À ce moment-là, je me suis aussi demandé pourquoi on n'avait pas réussi à détecter le cheminement vers l'horreur. Car les frères Kouachi sont passés, à chaque étape de leur vie, par les institutions de l'aide à l'enfance et par les structures publiques... Et quand a commencé le procès, cet automne, on avait toujours, en bruit de fond, ces discours sur la critique de la critique, sur le fait qu'il ne faut pas blesser et provoquer. J'ai encore entendu les mêmes choses après l'attaque devant les anciens locaux de *Charlie*, après l'assassinat de Samuel Paty... Donc, oui, des choses ont sûrement changé. Mais il n'empêche que ces discours consistant à dire que la liberté prise par *Charlie* ou par Samuel Paty est peut-être excessive sont toujours présents.

Vous-même, avez-vous été directement confrontée à ce type de déni, de refus de constater la réalité du radicalisme religieux, de la part d'élus locaux ou d'élus d'arrondissements parisiens ?

Ce à quoi j'ai surtout été confrontée, de la part d'élus et de responsables politiques ou associatifs de tous bords, c'est à des discours paresseux. Sur le faible et le fort, sur la gauche qui prendrait aveuglément le parti du faible, sur le grand amalgame des impérialismes divers et variés qui se soutiennent, sur la place du colonialisme qui écrase tout. On plaque cette grille de lecture complètement dépassée sur des situations qui n'ont plus rien à voir. Ici, ce qui est en jeu, c'est l'instrumentalisation d'une religion à des fins politiques, qui conduit à ce que l'égalité entre les femmes et les hommes soit niée et où la soumission à la loi divine devient la règle. Et certains nous expliquent qu'il faudrait l'accepter, voire le défendre, au prétexte que les personnes à qui l'on s'adresse sont opprimées. Je me refuse à ça. Combattre une oppression par une autre oppression, ça manque un peu d'ambition... Dans le dialogue que j'ai eu avec certains élus, ça a parfois été frontal.

Quels arguments utilisez-vous ?

Je me suis construite politiquement dans la sphère sociale, d'abord en tant qu'inspectrice du travail. Ma grille de lecture part toujours du réel. Et d'un certain nombre de critères. Notamment celui de la place des femmes dans le modèle que l'on veut promouvoir. Est-ce qu'on défend l'égalité absolue

ou est-ce qu'on accepte que, dans tel ou tel pays, selon tel ou tel contexte religieux, les femmes restent soumises ? Dans le modèle auquel je crois, les valeurs républicaines sont essentielles. Bien sûr, les invoquer ne suffit pas, il faut aussi les mettre en œuvre concrètement, en étant très exigeant, parce qu'évidemment l'égalité n'est pas réelle aujourd'hui. Mais ces valeurs républicaines et leur mise en œuvre sont pour moi le seul cadre qui permet de nous protéger et de nous rassembler. Or, aujourd'hui, certains voudraient fragiliser ce cadre. Et remettre en cause pour les citoyens leur liberté de croire ou de ne pas croire. Ou d'acheter ou de ne pas acheter *Charlie Hebdo*, ou d'aimer les caricatures. Imaginer nous priver de cette liberté-là, c'est très grave. Car ça conduit tout droit à relativiser le poids des valeurs qui nous unissent et, au final, à remettre en cause le modèle républicain. Je ne rentrerai jamais là-dedans. Je questionne le modèle républicain non pas dans sa finalité, mais dans sa mise en œuvre, notamment sur l'égalité réelle.



« Je n'ai qu'une boussole : l'universalisme et les valeurs de la République »

Je ne le questionne pas comme le modèle permettant à une société d'être humains, avec toutes leurs différences, toutes leurs religions ou leur totale absence de foi, de vivre ensemble et de conquérir des droits et des libertés dans un cadre pacifié. L'intersectionnalité, c'est un concept sociologique, mais ça ne peut pas être un cadre politique. À toutes celles et ceux qui viennent m'expliquer qu'il faut d'abord conquérir les droits de chaque minorité, et peu importe le cadre global de l'égalité, je leur réponds : je ne comprends pas comment on peut promouvoir un modèle qui, en prétendant défendre les minorités, conduit aussi à une culture de confrontation où chacun vit dans sa communauté sans égard pour ceux qui ne vivent pas comme lui. Je ne pourrai jamais fermer les yeux là-dessus.

Alors, comment travaille-t-on, politiquement, au jour le jour, avec des élus qui sont avant tout des militants d'une seule cause, et qui portent un discours de pureté politique ?

Ce n'est pas toujours facile (*rires*). Je ne cède rien sur ses principes. Je pense qu'il ne faut pas non plus laisser partir trop loin les personnes qui ont adopté une grille de lecture de la société qu'elles pensent imposer à tous comme étant LA vérité. Récemment, sur les questions de féminisme, une élue m'affirmait : quand une femme s'exprime, une autre femme doit la soutenir. Je lui ai répondu non : si elle dit des choses totalement contraires à ce que je pense, je ne vais pas la soutenir au prétexte que je suis féministe et que la sororité exigerait que je la soutienne. Par exemple, j'aurais à débattre avec Marine Le Pen, je ne lui ferais aucun cadeau. Elle m'a dit : c'est la limite de mon raisonnement. Quand il y a eu cet incident au Conseil de Paris, lors du vote pour dédier un lieu parisien à Samuel Paty, ce n'est pas tant le vote qui était en cause. Ce qui était choquant, à mes yeux, c'était le propos consistant à dire qu'il ne fallait pas prendre de décision « sous le coup de l'émotion », qu'il fallait attendre quelques années. Alors j'ai dit ce que j'avais à dire et je continuerai à le dire. Quand des élus de la majorité municipale viennent me voir en me déclarant « *ce que tu as dit est inadmissible* », je leur réponds : « *Tu vas devoir admettre que je dise ce que je pense, et tu ne m'imposeras pas ton point de vue, y compris pour des choses qui te tiennent à cœur. Parce qu'au fond ce n'est pas vrai que tu penses que la liberté, ce n'est pas important. Ce n'est pas vrai qu'on puisse déduire de ta pensée que la religion peut dominer nos vies.* » Il peut y avoir des failles dans ces raisonnements, mais il ne faut jamais rompre le dialogue.



Comment avez-vous interprété la solitude qu'a ressentie Emmanuel Macron quand il a défendu Samuel Paty et la publication des caricatures, notamment vis-à-vis de certains de ses homologues étrangers ?

Notre modèle n'est pas toujours compris. Mais, en même temps, il est vu comme un idéal dans de nombreux pays. En Espagne, par exemple, quand je discute avec mes amis, ils me disent : quelle chance à la France de pouvoir se reconnaître non pas dans une personne, mais dans des valeurs suffisamment larges pour pouvoir englober une société composite et diverse. Le jour où l'Espagne n'aura plus la monarchie constitutionnelle, ça va être compliqué de dire ce qui fera son unité. C'est vrai qu'aujourd'hui l'incompréhension vient aussi de pays



anglo-saxons qui ont une façon de composer avec le poids de la religion différente de la nôtre. Les communautés vivent côte à côte, mais pas ensemble. Ce modèle n'est pas le nôtre. Avec mes parents, nous avons émigré en France dans les années 1960. J'ai des cousins qui, eux, à la même époque, ont choisi l'Allemagne et la Suisse. Gamine, je voyais que, pour eux, dans ces pays, il y avait une école spécifique pour les enfants étrangers, où ils continuaient notamment à apprendre leur langue maternelle. Parce que, de toute façon, ils avaient soit vocation à repartir, soit à ne jamais quitter leur communauté. D'ailleurs, parmi mes cousins et mes cousines, presque aucun ne s'est marié à quelqu'un du pays dans lequel il avait été accueilli. Ils se sont mariés à l'intérieur de la communauté espagnole. Adolescente, je trouvais ça bizarre, et je me demandais pourquoi je vivais quelque chose de complètement différent en France. Eh bien, tout simplement parce qu'il n'y avait pas cette approche communautariste. À l'école, on apprenait la langue, la loi et les codes du pays qui nous avait accueillis, la France. Je parlais espagnol à la maison avec mes parents, et ça me paraissait normal. Parce que c'était notre cadre intime, notre famille, tandis qu'à l'extérieur c'était le cadre dans lequel je devais m'inscrire, c'était la société dans laquelle on avait décidé de vivre. Et ça, pour moi, ça a été quelque chose d'essentiel.

Justement, vous avez déclaré que vous deviez tout à la République. Pourquoi, à votre avis, des jeunes gens qui sont eux aussi issus de l'immigration n'arrivent pas à la même conclusion que vous ?

Il y a plein d'éléments qui entrent en jeu. La crise, qui dure depuis le premier choc pétrolier, a abîmé un certain nombre de fondamentaux et a fait perdre aussi une partie de cet idéal qui permettait, par l'école, de trouver un travail et de se construire librement. J'ai le souvenir de débats au sein du PS, où, lorsqu'on parlait des luttes contre les inégalités, certains disaient : « *C'est pour justifier le communautarisme que vous utilisez la question des inégalités.* » Non, c'est juste que les inégalités, sociales mais aussi territoriales, qui ont galopé depuis trente ans ont rongé les fondements républicains. Je pense qu'il faut tenir les deux bouts, à la fois celui des valeurs et des principes républicains et celui de leur application concrète. Pour beaucoup, la promesse républicaine, aujourd'hui, n'est plus qu'une coquille vide. Ça ne justifie en rien les actes de violence, de délinquance, et encore moins de terrorisme. Mais ne pas prendre ça en considération, c'est faire l'impasse sur une partie des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Ça doit passer par des politiques très concrètes, d'habitat et d'urbanisme – pour créer de la mixité sociale –, d'éducation, de transports...

Vous ne pensez pas, justement, qu'une partie de la gauche a renoncé à porter les questions économiques et sociales, pour se focaliser exclusivement sur les questions sociétales ?

Oui, il y a eu un mouvement en ce sens, qui s'est focalisé sur les questions identitaires – à droite aussi, d'ailleurs, mais pas pour les mêmes raisons. Il y a aussi l'influence du modèle anglo-saxon, qui essaie de s'imposer partout comme le modèle dans lequel il faudrait s'inscrire. C'est pareil en matière de féminisme. Le féminisme américain s'est construit sur le droit à la différence, le féminisme français s'est construit sur le droit à

l'égalité. Ce n'est pas du tout la même chose. Je ne dis pas que les Américaines doivent adopter notre modèle, mais je pense que leur modèle n'est pas le bon pour nous. Une partie de la gauche a fait siennes ces approches, et l'activisme qui va avec. Ce que je dis souvent à ma majorité – car on a cette discussion assez régulièrement –, c'est qu'on doit tout faire pour que les personnes LGBT soient reconnues dans leurs droits, que les personnes issues de l'immigration ne connaissent plus aucune discrimination, pour que la promesse républicaine soit tenue. Mais elle doit être tenue dans le cadre commun.

Aujourd'hui, la laïcité n'est plus vue comme un principe de gauche, mais comme une idée de droite, voire d'extrême droite. Comment venir à bout de ce paradoxe dramatique ?

Oui, c'est extrêmement dangereux. Pour moi, la laïcité fait partie des combats de la gauche. Sur la laïcité, la droite a quand même un certain nombre de contradictions. Ma fonction de maire de Paris, dans cette maison où se sont écrites certaines des grandes pages de l'histoire de la République, me conduit naturellement à porter ce combat, qui doit dépasser les cli-

On est sur un terrain qu'il faut déminer. Et ne rien lâcher sur le débat intellectuel

vages droite-gauche. À l'occasion de la Semaine de la laïcité, autour du 9 décembre, on a réuni dans la salle du Conseil de Paris des jeunes collégiens de troisième de tous les arrondissements de la capitale, avec le recteur, des enseignants et un certain nombre d'élus. Et nous avons répondu à leurs questions. C'était passionnant. Une jeune fille est venue me voir à la fin et m'a demandé : « *Madame la maire, est-ce que c'est mal d'apprendre les religions ?* » J'ai répondu qu'au contraire c'était important d'apprendre l'histoire des religions. D'ailleurs, la laïcité ne s'oppose pas aux religions, elle est juste ce qui nous permet d'exercer notre liberté de conviction, ce qui nous permet de ne pas être soumis, notamment dans le cadre de l'enseignement, mais aussi dans l'exercice du service public, qui appartient à tous. On est sur un terrain qu'il faut déminer. Et ne rien lâcher sur le débat intellectuel.



Et comment démine-t-on au niveau international, où la France fait figure d'exception, particulièrement dans un monde anglo-saxon où le mot « laïcité » n'existe même pas ?

Après les attentats de 2015, j'avais été invitée à participer à une série de conférences à la Maison-Blanche, sur les questions de terrorisme, de vie en société, de radicalisme. Un certain nombre de maires européens avaient été conviés, et on voyait bien que la tentation était grande de nous embarquer vers un début de procès de la laïcité, qui serait, au fond, une sorte d'intolérance aux religions, et qui se retournerait, au final, contre nous. J'ai expliqué que notre modèle, notre vision de la société, passait bien sûr par la reconnaissance de la liberté religieuse, mais que cela relevait de l'intime. Ce qui relève du collectif, du public, et donc du politique, ne pouvait en revanche pas être sous le coup de la loi religieuse. Mais le travail de persuasion reste difficile... Au moins, quand ils perçoivent que le but que nous poursuivons n'est évidemment pas de provoquer des confrontations ou des ruptures, ils ont moins tendance à stigmatiser notre approche. Il faut aussi montrer comment ►►►

ANNE HIDALGO (SUITE)

►►► on fait vivre nos principes au quotidien. Pour changer la réalité, il ne faut pas perdre sa boussole. Et moi, ma boussole, ce sont les lois et l'égalité républicaines comme je vous le disais. Et si quelqu'un vient me dire que ce n'est pas la bonne boussole, je débattrai. Je ne cesserai jamais de poursuivre la démonstration que si, c'est bien la bonne, parce qu'il ne peut pas y avoir d'indignation sélective.

Il y a un mot que vous avez utilisé que l'on n'entend plus beaucoup dans le débat politique, c'est le mot « collectif ». Est-ce que l'enjeu de la politique, en 2021, n'est pas de redéfinir ce qui est collectif, ce qui est commun à tous les individus qui composent une société ?

Il faut revenir vers des fondamentaux, comme la dignité de la personne humaine, quels que soient son origine, son sexe, l'endroit où elle vit sur la planète. Ou encore l'air que l'on respire ou l'eau que l'on boit. C'est pourquoi l'universalisme est si important. Ce n'est pas pour imposer en soi un modèle français des Lumières. C'est parce que ce modèle-là repose sur un principe essentiel : la valeur de toute personne est égale à la valeur de la personne d'à côté. Il ne faut pas céder à la facilité ou à la peur. Je ne serai jamais dans le relativisme culturel. Les droits de la personne ne peuvent pas être relativisés, où que cette personne soit née et quelle que soit la loi de son pays. La boussole, c'est l'universalisme, concret.

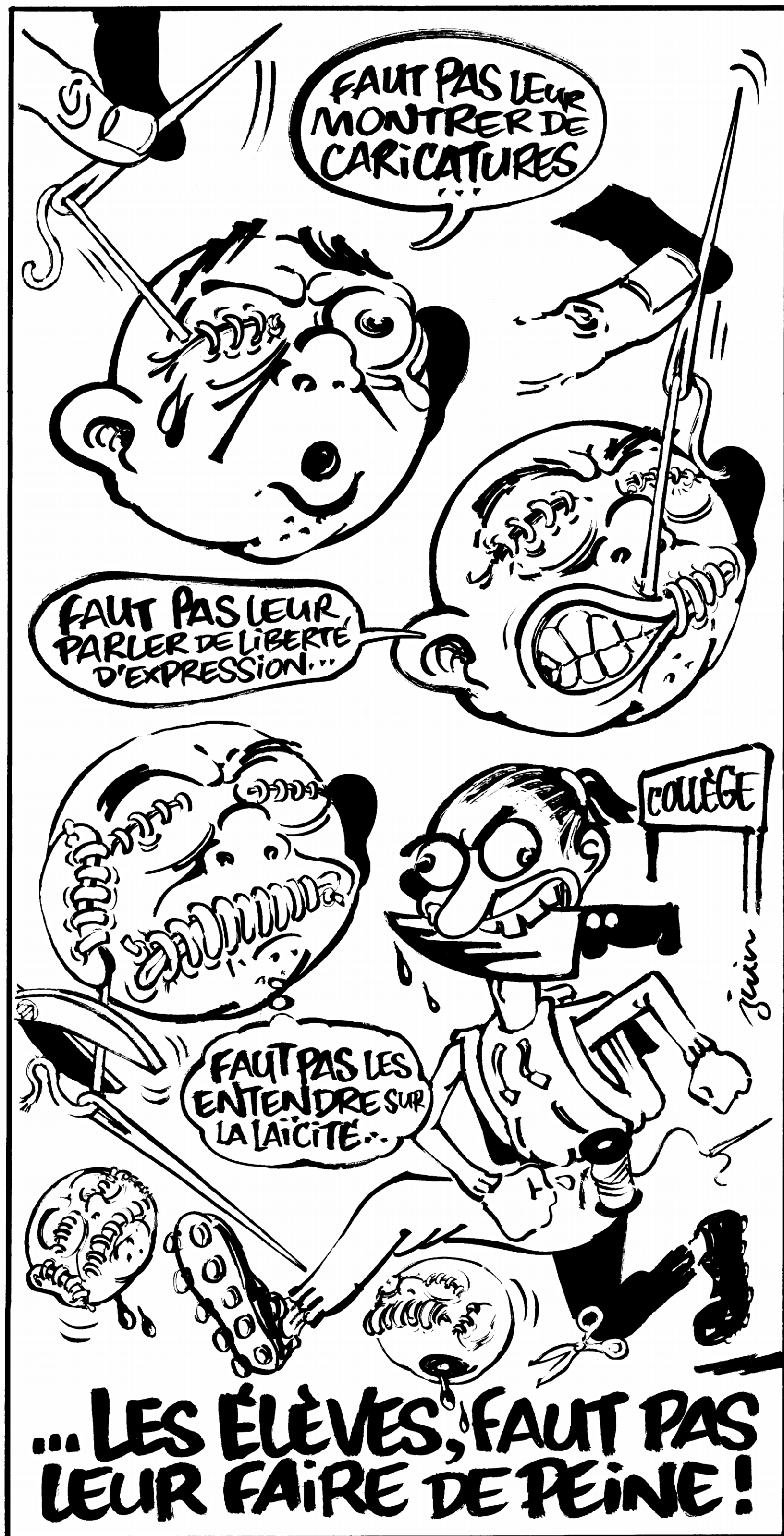
Il y a dans le débat public un tel climat d'hostilité, comment avoir un débat pacifié, pour reprendre votre expression ?

Les réseaux sociaux jouent un grand rôle dans cette violence. Ils hystérisent les choses et glorifient les chapelles. Mais il y a aussi certains médias qui, pour une part d'entre eux, sacrifient l'information au spectacle, et privilégient l'affrontement et les polémiques. Dans le débat politique, c'est très difficile aussi. On le voit bien : ici, à la mairie de Paris, ce que j'ai dit sur Samuel Paty a provoqué un mois de discussions très intenses. Mais il faut accepter de prendre ce temps-là.

Vous parliez tout à l'heure de mixité sociale. Ne faudrait-il pas développer des initiatives comme le service civique, pour faire se rencontrer des gens qui viennent de milieux différents ?

Oui. Par exemple, en Allemagne, les jeunes qui sortent du système éducatif obligatoire ont la possibilité d'effectuer jusqu'à deux ans de service civique. Il faut l'inscrire dans le processus de construction des citoyens. Sans forcément le rendre obligatoire, mais en l'ouvrant tellement qu'il devienne un passage obligé pour aller de l'avant. Si vous restez sur un nombre de 15 000 jeunes pour une classe d'âge qui en compte 700 000, ça restera une goutte d'eau qui ne jouera pas sur la façon dont une génération s'inscrit dans la société. En revanche, si chaque année 600 000 services civiques sont proposés – et donc financés –, je suis sûre que ça créera un afflux et une plus grande cohésion. Et il faut aussi refonder l'école républicaine, si on veut qu'elle joue son rôle. En allant vers des pédagogies beaucoup plus actives, avec des projets éducatifs embarquant beaucoup mieux les enfants. Avec les réseaux sociaux, pour le meilleur et pour le pire, les jeunes sont beaucoup plus ouverts sur le monde qu'avant, ils ont accès à une énorme masse de connaissances et d'informations. Il faut mettre nos élèves au cœur du système d'apprentissage, et les accompagner dans l'approfondissement de connaissances qui contribueront à leur construction et à la réussite de leurs projets. Et donc à retrouver une plus grande confiance dans l'avenir. ●

Propos recueillis par Gérard Biard et Riss



Charlie Sondage

DIEU BARRE LA ROUTE à un prof sur deux

Samuel Paty, plus jamais ça ? On aimerait pouvoir être affirmatif. Malheureusement, la situation est nettement plus nuancée, comme le révèle un sondage Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès, dont *Charlie* a eu la primeur. Cette enquête, menée auprès d'enseignants des premier et second degrés¹, montre que nombre de contenus d'enseignement sont de plus en plus contestés pour des raisons religieuses, et que les professeurs ne reçoivent pas toujours, loin s'en faut, le soutien qu'ils sont en droit d'attendre de leur hiérarchie.

GÉRARD BIARD

Ce n'est pas seulement une histoire de chahut en classe. On parle ici d'enseignants qui doivent faire face à des élèves qui rejettent telle ou telle partie de leurs cours ou qui refusent certaines des règles élémentaires de l'école publique, comme la mixité filles-garçons. Cela au nom de la religion. Ça touche les questions liées à la laïcité, on s'en doute, mais aussi les cours d'éducation physique, d'éducation à la sexualité et à l'égalité filles-garçons, l'enseignement moral et civique, les sciences de la vie et de la Terre, l'histoire-géographie... Aucune matière n'y échappe, pas même la musique ou la mécanique. 43 % des enseignants – du primaire et du secondaire, public comme

privé – interrogés ont été confrontés à ce type de comportement. Et ça monte à 53 % pour les enseignants en collège et lycée publics... Un prof sur deux.

Autrement dit, quand un enseignant fait tout simplement son travail – ce qui était le cas de Samuel Paty –, il y a une chance sur deux pour que ça se passe mal avec certains élèves. Et s'il lui prend l'idée folle d'en informer le rectorat, il y a également une chance sur deux pour qu'on l'envoie balader d'un haussement d'épaules. Ou qu'on lui dise de faire moins de vagues. Ou qu'on lui rétorque qu'il est allé trop loin. Ce qui explique pourquoi ils sont aussi peu (5 %) à faire remonter l'info jusque-là. Et pourquoi 16 % n'en parlent à personne, pas même aux autres professeurs. Car si la majorité des enseignants se sentent soutenus par leurs collègues et par leur chef d'établissement dans ce genre de situation, personne n'est à l'abri d'être envahi par un grand sentiment de solitude... L'institution – à savoir l'Éducation nationale – refusant de toute évidence d'affronter le problème, quand elle ne vous en rend pas carrément responsable, il est même admirable que la plupart des profs tiennent bon. Car ils sont 58 % à déclarer ne pas s'autocensurer pour éviter des incidents de la part d'élèves – ou de leurs parents, qui ne sont jamais bien loin. Mais le pourcentage baisse nettement dès le second degré. Il dégringole même à 38 % au lycée... Et c'est majoritairement chez les moins de 30 ans que la tendance pas-de-vagues fait des adeptes : à peine un tiers d'entre eux déclarent ne jamais s'être autocensurés face aux pressions religieuses. Ce qui n'est pas rassurant pour l'avenir de l'école laïque (*lire aussi l'article de Laure Daussy page 10*).

Aborder certains sujets en classe devient donc pour beaucoup d'enseignants un poids supplémentaire. Ce qui explique sans doute pourquoi, à la question de savoir si Samuel Paty a eu raison ou tort d'utiliser les caricatures de Mahomet à l'appui de son cours sur la liberté d'expression, 16 % ne souhaitent pas répondre. Certains sujets, ils préfèrent ne pas les aborder du tout. En cela, ils sont raccord avec leur hiérarchie. ●

Dans votre école ou établissement scolaire, des enseignements font-ils l'objet de contestations, et certains élèves ont-ils tenté de s'y soustraire ?

	Ensemble enseignants 1 ^{er} et 2 ^d degrés (%)	Enseignants 2 ^d degré public (%)
Total OUI	43	53
OUI, régulièrement	5	7
OUI, de temps en temps	13	17
OUI, mais rarement	25	29
NON, jamais	57	47

La dernière fois que vous avez appris ou constaté ces faits, l'avez-vous signalé ?

	Ensemble enseignants 1 ^{er} et 2 ^d degrés (%)	Public (%)	Privé (%)
Total OUI	84	84	83
OUI, au rectorat	5	5	8
OUI, aux responsables d'établissement	56	55	57
OUI, à un ou plusieurs de vos collègues	44	45	36
OUI, à une autre personne (ex. : syndicaliste)	5	4	8
NON, à personne	16	16	17

La dernière fois que vous avez signalé ces faits à votre hiérarchie, avez-vous eu le sentiment d'avoir...

	Total OUI	OUI, totalement	OUI, mais partiellement	NON, jamais
Le soutien de vos collègues	93	73	20	7
Le soutien des responsables d'établissement	86	54	32	14
Le soutien de vos référents au rectorat	54	21	33	46

Afin d'éviter de possibles incidents provoqués par certains élèves, vous est-il déjà arrivé de vous autocensurer dans votre enseignement ?

	Ensemble enseignants 1 ^{er} et 2 ^d degrés (%)	Enseignants 2 ^d degré public (%)	Enseignants en REP (réseau d'éducation prioritaire)	Enseignants hors REP (réseau d'éducation prioritaire)
Total OUI	42	49	47	50
OUI, régulièrement	5	5	7	3
OUI, de temps en temps	16	22	21	23
OUI, mais rarement	21	22	19	24
NON, jamais	58	51	53	50

Selon vous, Samuel Paty a-t-il eu raison ou tort de faire un cours sur la liberté d'expression en s'appuyant sur des caricatures de presse ?

	Ensemble enseignants 1 ^{er} et 2 ^d degrés (%)	Public (%)	Privé (%)
Il a eu raison	75	76	66
Il a eu tort	9	8	15
Vous ne souhaitez pas répondre	16	16	19

1. L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 801 personnes, représentatif des enseignants des 1^{er} et 2^d degrés en France métropolitaine. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, degré, secteur [public/privé], niveau de titularisation) après stratification par académie. Les interviews ont été réalisées par questionnaire autoadministré en ligne du 10 au 17 décembre 2020. L'intégralité des résultats du sondage est consultable sur : jean-jaures.org/nos-productions/les-enseignants-de-france-face-aux-contestations-de-la-laicite-et-au-separatisme



Édito

AUCUNE CHANCE

RISS

De quoi aura besoin nécessairement la gauche pour avoir une petite chance d'obtenir des suffrages conséquents à la prochaine élection présidentielle ? Six années – déjà – après les attentats de janvier 2015, quelques semaines après la fin du procès des complices de ces attaques et l'assassinat du professeur Samuel Paty, il n'est plus possible de penser la politique en France sans prendre en compte ces événements et sans en tirer les conclusions qui s'imposent. Alors que l'arrière-garde de la gauche s'obstine à contester la place de la laïcité dans la vie publique, tout parti de gauche qui ambitionne de revenir à la tête du pays devra impérativement reprendre le combat pour les valeurs de la République.

Cette exigence peut sembler dérisoire au regard des problèmes que le monde affronte aujourd'hui. Car pendant qu'on s'écharpe sur ces questions, le réchauffement climatique continue son œuvre destructrice et l'épidémie de Covid-19 déstabilise profondément l'économie mondiale, avec des conséquences sociales affolantes. Il faudrait être inconscient pour le nier, et la lutte contre l'intolérance religieuse n'a jamais eu pour but de fuir les tragédies sociales ou écologiques qui nous menacent. La rengaine souvent chantée à gauche selon laquelle on voudrait faire passer la précarité ou le chômage après la laïcité est devenue inaudible. C'est toujours le même vieux truc utilisé pour passer sous silence ce qui dérange : on met en avant quelques combats habilement choisis pour mieux écarter ceux qui n'entrent pas dans le logiciel idéologique prédéfini. Cette démarche ne peut pas être celle d'un parti qui prétend revenir à la tête du pays, car lorsque vous vous

C'est toujours le même vieux truc utilisé pour passer sous silence ce qui dérange

retrouvez à Matignon ou à l'Élysée, c'est la totalité des difficultés de la nation qui arrivent sur votre bureau, et pas uniquement les problèmes que vous aviez choisi de marteler pendant votre campagne électorale pour séduire quelques électeurs. Et dans cette liste de dossiers volcaniques, la question des dérives religieuses dans la société française s'imposera à un moment ou à un autre, et ce ne sont pas les pauvres analyses sur le sujet qu'on lit un peu partout dans la presse qui seront d'un quelconque secours aux dirigeants d'aujourd'hui ou de demain pour la résoudre. Les Diafoirus de la laïcité, qui régulièrement fustigent les « laïcards » et autres « grands prêtres » de la « religion laïciste », n'ont pas encore compris qu'ils péroraient de plus en plus dans le vide.

Nous avons donc choisi dans ce numéro de revenir sur l'enseignement de la liberté d'expression dans les écoles. La tragédie de l'assassinat de Samuel Paty, et celle des autres victimes françaises du terrorisme en 2020, ne nous en laisse pas le choix. Le travail de ce professeur pour aider ses élèves à réfléchir à ces questions essentielles doit être poursuivi par les milliers d'autres de ses collègues. De la même façon qu'après le 7 janvier 2015 il a semblé évident aux rescapés de *Charlie* qu'ils devaient continuer de porter la parole et les convictions de Cabu, Charb, Tignous, Wolinski, Bernard Maris, Elsa Cayat, Honoré et Mustapha Ourrad, il est tout aussi indispensable de soutenir les enseignants de l'Éducation nationale dans leurs efforts pour perpétuer le travail de Samuel Paty.

Tout parti politique qui ambitionne sérieusement de diriger le pays et qui chercherait à éluder le problème de l'intolérance religieuse en France n'a aucune chance de gagner. Toute tentative de ne parler que de laïcité « intransigeante » et « intolérante », en relativisant la force des valeurs républicaines, n'a aucune chance de réussir. On l'a vu la semaine dernière après le retrait du recteur de la Grande Mosquée de Paris du projet de Conseil national des imams : les organisations islamistes ont rejeté la charte des valeurs républicaines que cette assemblée devait adopter. Tout parti politique qui serait tenté de suivre cette ligne finira dans les poubelles de l'Histoire. ●

PROCHAINEMENT EN KIOSQUE ET EN LIBRAIRIE



Plus de cinq ans après les attentats de janvier 2015, le procès historique aura duré deux mois et demi. Pour rendre compte de l'intensité de ces audiences, l'écrivain Yannick Haenel et le dessinateur François Boucq ont été les oreilles et les yeux de *Charlie Hebdo*. Ils ont cherché à en saisir le sens, avec leur sensibilité, pour livrer ce témoignage dans un livre essentiel.

PARUTION LE 21 JANVIER
216 pages, 22 €, lesechappes.com/charliehebdo.fr

ISLAMISME

Pourquoi le djihad ne sera pas le genre humain

JEAN-YVES CAMUS

Le niveau de la violence politique a baissé de manière continue depuis les années 1970. Une évidente exception : le terrorisme lié à l'islamisme. Une erreur de perception sur la nature de celui-ci a retardé notre prise de conscience de sa nocivité. L'islamisme, en effet, habituellement décrit comme une projection de la religion sur la sphère politique, est plutôt un fait théopolitique, c'est-à-dire imbriquant de manière indétachable le politique et la religion, subordonnant le premier à la seconde et n'arrivant pas à penser le politique comme pouvant faire l'économie de Dieu. En cela, il diffère des radicalités de droite et de gauche aspirant au renversement de l'ordre établi, car toutes, y compris la droite dite religieuse, ont pour référentiel l'idéologie des Lumières, soit pour s'inscrire dans sa suite, soit pour la rejeter.

L'islamisme, lui, n'a pas connu la déflagration des Lumières. Il n'a donc pas pu penser le principe de l'autonomie du sujet, qui seul peut conduire à l'acceptation, même par les croyants, de la laïcité. Là où le mythe de l'âge d'or de la société d'ordres, de préférence médiévale, n'est plus porté que par les lambeaux d'une droite théocratique, l'islamisme considère ce qui précède la révélation comme « ignorance » ou « barbarie », quand pas un chrétien conséquent ne fait l'impasse sur la Grèce et la Rome antiques. L'islamisme, en particulier dans sa version wahhabite-salafiste, juge tout ce qui n'est pas dans la voie des « pieux prédécesseurs » de l'époque prophétique comme mécréance.

Faire des masses réislamisées des adeptes de la « foi du charbonnier »

Il est, en fait, anhistorique : c'est un fixisme. Enfin, alors que la scolastique chrétienne, dès le Moyen Âge, avait pour préoccupation de concilier foi et raison, l'islamisme, oubliant Averroès et se rangeant du côté d'al-Ghazali dans son refus de la philosophie, a fait des masses réislamisées des adeptes de la « foi du charbonnier » qui refusent toujours de contextualiser la norme juridique de l'islam.

Tous ces traits distinctifs ont contribué, au pays de Descartes, à obscurcir notre compréhension de l'islamisme, à gommer sa spécificité par rapport aux autres idéologies totalitaires. Les militants d'extrême gauche comme d'extrême droite qui ont basculé dans la lutte armée, tout fanatiques qu'ils furent, n'avaient aucune espérance d'un au-delà meilleur parce qu'ils allaient poser une bombe. Ils avaient en outre une appréciation parfois peu lucide du rapport de forces entre les masses, l'appareil répressif de l'État et eux, mais restaient atteignables à l'idée qu'il fallait décrocher quand le combat était perdu, d'où leur étiolement progressif. Beaucoup se sont laissés rattraper, heureusement, par le réel.

Le réel de l'islamiste violent, lui, n'est pas de ce monde, il est au paradis. Le flou artistique du projet étatique des djihadistes vient confirmer cette impression. L'abandon de la lutte, que ce soit à l'issue d'une réflexion philosophique ou par alignement progressif sur les normes sociétales majoritaires (ce que certains nomment l'« embourgeoisement »), la rétractation des idées sont dès lors des attitudes beaucoup plus rares que chez les adeptes des deux totalitarismes du xx^e siècle. C'est pour cela que la déradicalisation reste un horizon limité pour juguler le phénomène islamiste. ●



COMMENT DIEU VÉROLE

LE MONDE sous catéchisme

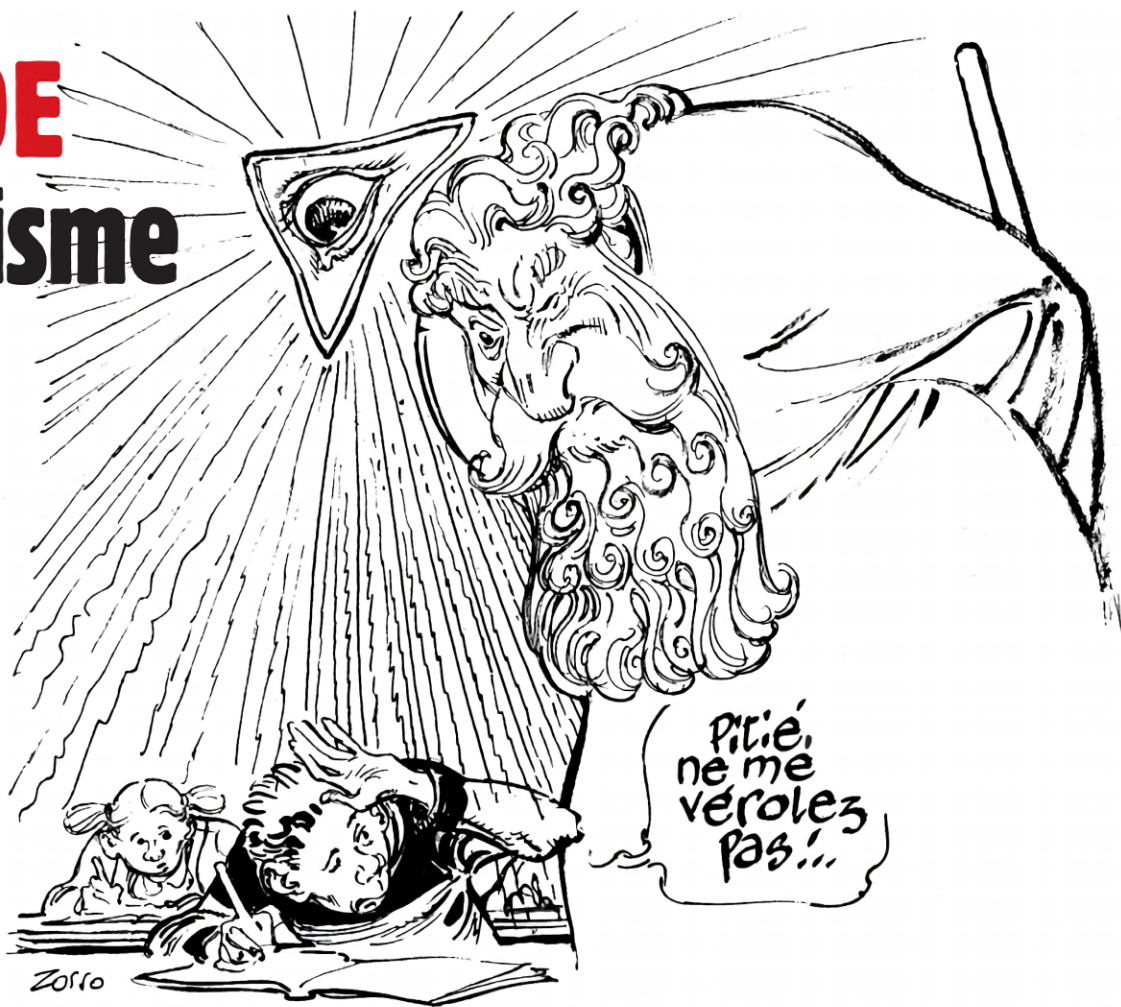
Albert Camus, dont la lettre à son instituteur a été citée à de nombreuses reprises en hommage à Samuel Paty, a également déclaré un jour que « l'école prépare les enfants à vivre dans un monde qui n'existe pas ». En effet, si inviter les élèves à discuter de caricatures de figures religieuses peut coûter la vie à un enseignant, même dans la France d'aujourd'hui, préparer les enfants à un monde qui exige pensée critique et liberté de conscience est un défi. C'est une tâche encore plus difficile si les institutions religieuses sont autorisées à influencer sur l'éducation, comme elles le font encore dans le monde entier.

INNA SHEVCHENKO

La France est un des rares pays à disposer d'un système éducatif entièrement laïque, à l'abri des influences religieuses. En effet, la convention de l'Unesco concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement et la Convention européenne des droits de l'homme protègent la liberté des parents à choisir l'éducation religieuse de leurs enfants, en fonction de leurs propres convictions. Cela n'implique toutefois pas que ces choix éducatifs doivent être financés par les États. Néanmoins, environ un tiers des 20 000 écoles subventionnées par l'État en Angleterre sont des écoles religieuses, qui enseignent un programme général axé sur la foi ou ayant des liens directs avec des organisations religieuses. Aux Pays-Bas, l'enseignement est divisé entre les écoles publiques laïques et les « écoles particulières », qui enseignent sur la base d'une religion. Et là-bas aussi, l'État finance les deux types d'écoles. Et en Angleterre, en Allemagne et en Finlande, les cours d'éducation religieuse font partie du programme scolaire obligatoire. Ces cours ne sont que proposés en Autriche, en Grèce, en Pologne, en Lettonie et en Roumanie, avec la possibilité de suivre un cours d'éthique à la place. Les professionnels de l'éducation dénoncent souvent le fait que les cours de religion créent des divisions entre les enfants, ainsi que de l'exclusion, car ils ne sont souvent consacrés qu'à une seule confession. Ils ont également un impact sur la formation de l'identité religieuse des enfants avant qu'ils n'atteignent l'âge de raison. Et, ce qui est encore plus dangereux, ils donnent autant d'importance aux croyances qu'aux connaissances.

À côté des écoles religieuses financées par l'État, l'Europe compte de nombreux établissements confessionnels privés qui imposent souvent aux enfants certaines traditions religieuses. Par exemple, selon une étude menée par le *Sunday Times*, 18 % des écoles primaires dans 11 régions d'Angleterre autorisent le hijab comme élément de l'uniforme scolaire et, selon la National Secular Society, 59 écoles islamiques, dont 27 primaires au Royaume-Uni, ont un uniforme avec hijab obligatoire (lire l'entretien ci-contre).

En Russie, où l'éducation laïque a été héritée de l'ère soviétique, l'Église orthodoxe russe trouve également de nombreux moyens d'endoctriner les enfants avec ses idées régressives. Les prêtres proposent aux écoles des conférences sur les rôles de genres et la nocivité de la contraception, qui constituent souvent la seule éducation sexuelle dispensée aux élèves. En effet, l'Église a recommandé au gouvernement de faire face à la crise démographique en Russie en évitant d'introduire l'éducation sexuelle



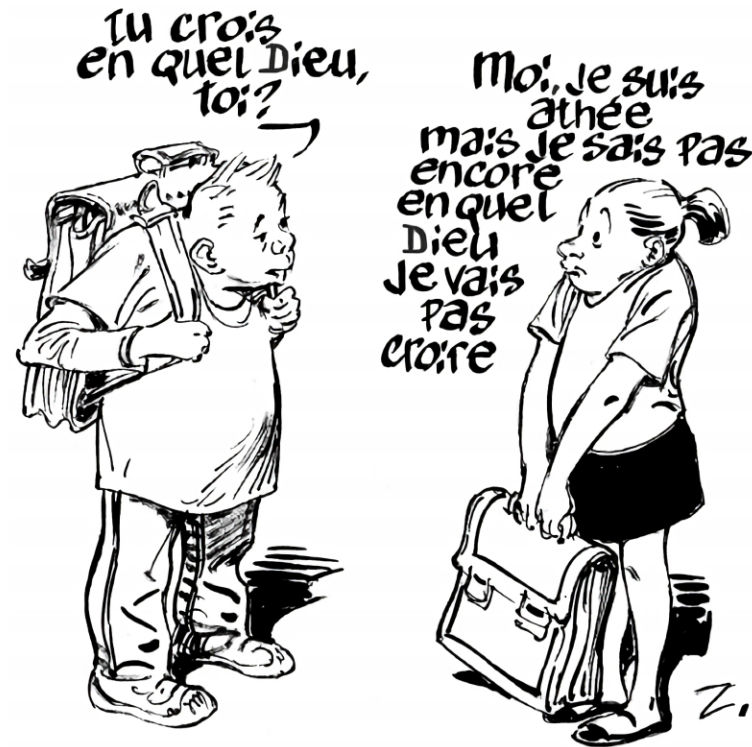
dans l'enseignement. Et, il y a quelques mois seulement, le président de la commission sur la famille et l'enfance de l'Église orthodoxe russe a déclaré que les filles ne doivent pas aller à l'école, mais qu'elles doivent plutôt « apprendre comment devenir mères »...

Quant aux pays où les religions jouent un rôle encore plus important, les abus ne connaissent parfois aucune limite. Ainsi, il y a quelques mois, Fateh Al-Rahman Al-Hamdani, journaliste soudanais, a filmé sous couverture des abus physiques commis sur des enfants dans 23 institutions d'éducation islamique du pays, connues sous le nom de « *khalwas* ». Al-Hamdani a rendu publique sa vidéo sur la BBC, montrant comment, entre les cours coraniques, les élèves sont sévèrement battus, attachés avec des chaînes métalliques par les religieux responsables des écoles. Il y a près de 30 000 *khalwas* au Soudan, et ces « écoles »,

qui n'enseignent aux enfants que la superstition et la violence, reçoivent de l'argent du gouvernement et de donateurs internationaux. Ce type d'affaire, au même titre que l'enlèvement de centaines d'élèves par les fanatiques de Boko Haram, nous rappelle que l'éducation et la connaissance sont les ennemis des religions. C'est d'ailleurs dans les pays où l'islam est majoritaire que le taux d'analphabétisme est le plus élevé dans le monde : 40 %. C'est un fait, pas de l'islamophobie.

Tout cela nous invite à penser que si l'ingérence religieuse n'était pas autorisée dans l'éducation, si les cours de religion n'étaient pas tolérés avant que l'enfant ait atteint l'âge de raison, notre société serait bien différente. ●

Endoctriner les enfants avec des idées régressives



L'ÉDUCATION

ROYAUME-UNI Entretien avec Stephen Evans

Directeur général de la National Secular Society

Au cours des derniers mois, la laïcité à la française a une fois de plus été violemment décriée dans les médias anglo-saxons, qui affirment souvent que la séparation des Églises et de l'État favorise la discrimination, voire le racisme. Parallèlement, dans des pays comme le Royaume-Uni, de nombreux acteurs de la société civile luttent inlassablement contre l'influence de la religion sur la politique et, surtout, sur l'éducation. C'est le cas de la National Secular Society, qui, depuis sa fondation, en 1866, milite pour un État laïque et naturellement pour l'abolition du délit de blasphème. *Charlie Hebdo* a interviewé son directeur général, Stephen Evans, qui nous détaille les privilèges dont jouissent les religions au Royaume-Uni et raconte l'influence qu'elles exercent sur le système éducatif. Il explique également pourquoi le modèle français de laïcité est envié outre-Manche, mais aussi pourquoi il est peu probable qu'il devienne bientôt une réalité.

CHARLIE HEBDO : Le principe français de la laïcité est souvent attaqué par ceux qui font l'éloge de l'approche britannique des religions et de ce que l'on appelle les « politiques de multiculturalisme ».

La laïcité est-elle si impopulaire au Royaume-Uni ?

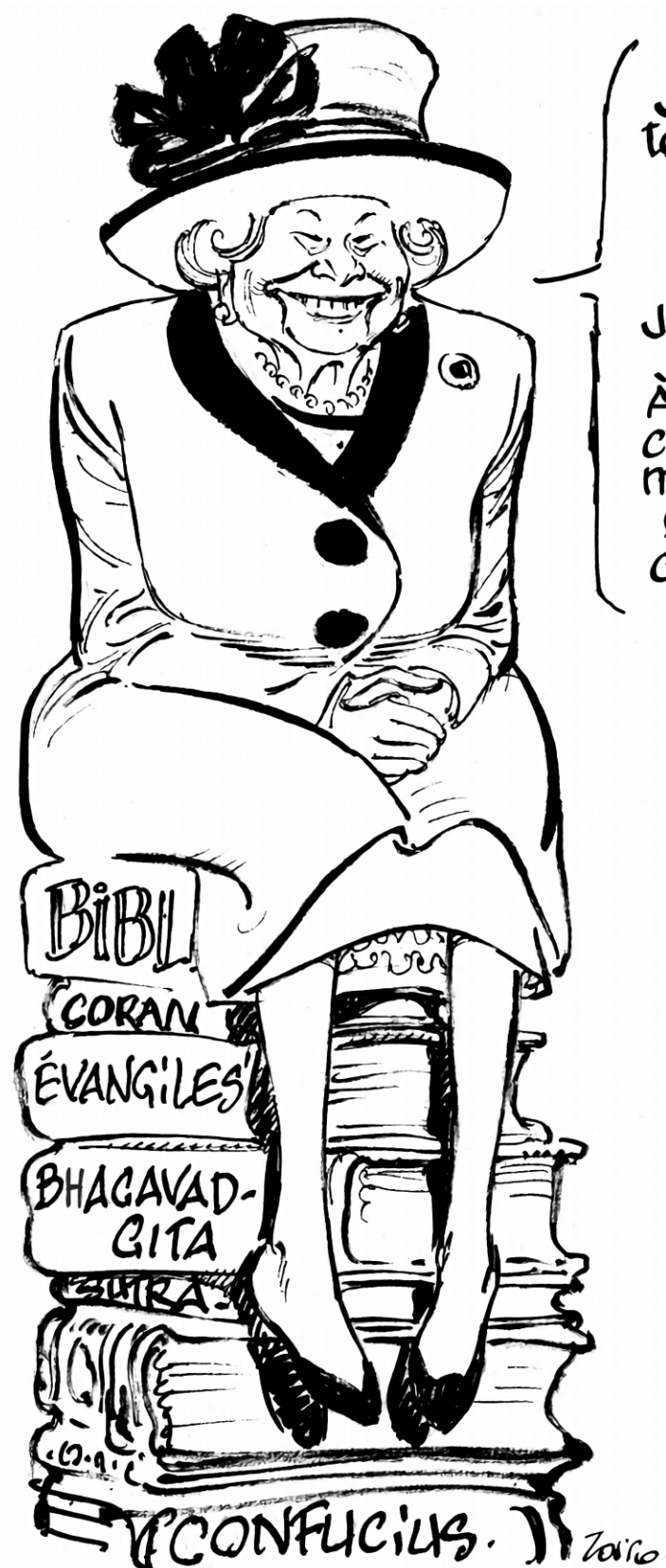
Stephen Evans : La laïcité n'existe pas chez nous. Nous avons une Église d'État, et la reine est à la fois la cheffe de l'État et la gouverneure suprême de l'Église d'Angleterre. Les séances du Parlement britannique commencent par des prières, et il y a à la Chambre des lords des sièges réservés aux évêques, qui ont une influence et un pouvoir sur les législations. Nos fonds publics servent également à financer les écoles religieuses du pays, car un tiers des établissements publics du Royaume-Uni ont aujourd'hui une orientation religieuse. Et au fil des ans, à mesure que la société se diversifiait, au lieu des principes de laïcité, nous avons adopté un modèle multiconfessionnel qui accorde des privilèges à toutes les religions aux côtés de l'Église d'Angleterre. La National Secular Society fait campagne depuis longtemps pour un modèle similaire à la laïcité française, mais ce que nous avons ici, c'est tout le contraire.

Je suppose qu'adopter le modèle multiconfessionnel était politiquement moins risqué que de séparer l'État des Églises ?

Ce modèle est une sorte d'héritage. Comme, au Royaume-Uni, le rôle politique de l'Église a toujours été très important et comme la monarchie est étroitement liée à l'Église d'Angleterre, il était en effet plus facile d'étendre les privilèges aux autres confessions plutôt que de priver l'Église de son statut. Et si l'Église d'Angleterre accepte de partager les privilèges avec les autres religions, c'est pour maintenir ce schéma politique non laïque, car c'est elle qui en est la plus grande bénéficiaire. Par exemple, elle a proposé de réserver des sièges au Parlement pour des représentants des autres communautés religieuses, puisque 26 évêques sont déjà à la Chambre des lords. Cependant, la plus grande partie de la population du pays est laïque, car la majorité des gens n'a pas de croyances religieuses ou ne pratiquent pas. Oui, nous devons embrasser la diversité de notre société, mais cela ne justifie pas que nos politiques et notre système éducatif soient construits autour de croyances religieuses.

Votre organisation mène une campagne active contre les écoles religieuses publiques outre-Manche. Quelle est l'influence des religions dans le système éducatif britannique ?

En 1944, le pays a adopté la loi sur l'éducation, qui a entraîné une réforme massive de l'école dans l'Angleterre de



l'après-guerre et a établi un système d'éducation national. Cependant, les législateurs ont fait une grosse erreur en maintenant le rôle de l'Église dans la gestion des écoles.

Cette loi a fondé un système d'écoles religieuses financées par les fonds publics. Nombre d'entre elles admettent des enfants sur la base des croyances religieuses des parents, ou même recrutent des enseignants en tenant compte de leur identité religieuse. Ces pratiques discriminatoires sont autorisées car, même

dans la loi sur l'égalité de 2010, des exemptions spécifiques ont été instituées afin de ne pas provoquer de conflit avec les écoles religieuses. De plus, au Royaume-Uni, nombreux sont les établissements privés à avoir une orientation religieuse. Et il existe encore une troisième catégorie d'établissements : les écoles religieuses illégales. Elles ne sont pas enregistrées et fonctionnent comme des centres d'endoctrinement, où la primauté est donnée à l'enseignement religieux. C'est un problème difficile à résoudre car, ici, l'école à domicile est autorisée, et lorsque ces écoles illégales sont fermées, les enfants sont très souvent scolarisés à la maison. Nous savons que la France tente actuellement de résoudre ce problème. Il est certainement plus facile de le faire dans un système laïque, néanmoins, il faudra une volonté politique.

Le Royaume-Uni est également la seule démocratie occidentale à imposer des cultes obligatoires dans toutes les écoles, ce qui est une anomalie. Quelle est l'influence des idées religieuses sur les programmes scolaires ?

Oui, le culte obligatoire à l'école existe toujours légalement, mais il n'est plus guère appliqué aujourd'hui, et il n'y a pas de sanctions pour les établissements qui ne le pratiquent pas. Ce qui nous pose plus de problèmes, ce sont les cours d'éducation religieuse dans les écoles publiques. En effet, c'est une matière obligatoire dans le système éducatif public, qui plus est enseignée aux enfants dès leur entrée dans la scolarité. En la conservant au lieu de la remplacer par

un cours d'éducation civique, comme nous le proposons, le Royaume-Uni minore les valeurs importantes dans l'enseignement scolaire. D'autant qu'avec l'explosion des fake news et des théories du complot diffusées partout sur Internet, il est très dangereux d'apprendre aux enfants à tirer des informations sur la base de la pure foi. L'influence de la religion dans l'éducation contribue à négliger complètement l'enseignement de la liberté d'expression et de la pensée critique, qui sont vitales pour la société. La France réussit très bien à défendre ses valeurs républicaines, la laïcité, la liberté d'expression, alors qu'ici on considère souvent qu'il est embarrassant de le faire.

Récemment, cependant, l'université de Cambridge a rejeté une proposition visant à réduire la liberté d'expression à l'université. Il s'agissait d'exiger des professeurs et des étudiants qu'ils soient « respectueux » des opinions divergentes et des diverses « identités ». Le vote contre cette proposition a marqué la réaffirmation de la liberté d'expression sur les campus et dans l'éducation. Pouvons-nous garder l'espoir que les idées progressistes finiront par triompher de la politique religieuse et identitaire ?

J'ai toujours tendance à être optimiste, et notre travail ainsi que notre combat continueront, mais, aujourd'hui, je suis plutôt très pessimiste. Il y a trop peu de personnes et d'organisations au Royaume-Uni prêtes à défendre la liberté d'expression. Nous sommes allés trop loin en voulant protéger les gens des offenses. Notre organisation a été l'une des rares à publier des dessins de *Charlie Hebdo*, par solidarité. Il est trop souvent question de respecter les opinions de chacun, au lieu de respecter et de valoriser la liberté d'expression. Il y a une différence entre respecter le droit des individus à s'exprimer et respecter leurs opinions. Les universitaires de Cambridge ont mis l'accent sur le fait que toutes les opinions doivent être tolérées, qu'il faut permettre à tout le monde de s'exprimer, et que les opinions et les croyances de chacun peuvent être bafouées. Être offensé est le prix à payer pour vivre dans une société libre. Nous sommes trop peu nombreux à défendre cette idée au Royaume-Uni. ●

Propos recueillis par Inna Shevchenko



LE CATÉ POUR ENF



« La "laïcosphère", [...] chasse en meute, se "like" à foison et se retweete à l'envi. [...] réduisant au silence leurs opposants, tétanisés à l'idée d'être accusés de complaisance avec l'ennemi terroriste. »

Cécile Chambrud et Louise Couvelaire, *Le Monde*, 7/12/20

« La laïcité est un totem, un totem devenu fragile qui, au lieu de rassembler la communauté nationale, en vient à la diviser. »

Fabien Fortoul, *Le Monde*, 11/12/20

« [L'État] n'a cessé, ces dernières décennies, de valoriser le christianisme et le judaïsme en développant une laïcité dite "positive" à leur égard, et de vouloir se subordonner politiquement l'islam pour le contrôler sous prétexte de l'éclairer. »

Jean-François Bayard, *Le Monde*, 31/10/20

« Cela irrite les exaltés de la laïcité, qui ont trouvé un exutoire à leur frustration : la présence musulmane. C'est ainsi qu'ils en

viennent à confondre la défense des "valeurs de la République" avec une croisade contre une minorité, désignée à la vindicte collective. »

Sandra Laugier et Albert Ogien, *Libération*, 8/12/20

« Cette obligation d'adhérer aux valeurs de la République est contradictoire avec le principe de la liberté religieuse et c'est dangereux. Car on ne sait pas ce qu'un gouvernement républicain peut faire tôt ou tard. On a eu Pétain. »

Olivier Roy, *Mediapart*, 21/12/20

CHISME R NOS ANTS



« En ne remplaçant pas le divin qu'elle éliminait de la conscience collective par la construction d'un mythe national (des héros pour remplacer les dieux, une histoire glorieuse pour remplacer les épopées), la France en tant que communauté indivisible est probablement condamnée à disparaître. » *Lydia Pouga, Causeur, 4/11/20*

« L'expression religieuse ne doit pas être considérée comme un phénomène pathogène. »
Manon Altwegg-Boussac et Patricia Rrapi, Le Monde, 3/11/20

« Ce nouvel attentat en forme de martyr constitue également un rappel : la France laïque ne peut se passer de ses églises. »
Mario Giro, Le Figaro, 4/11/20

« Il voudrait dessiller nos yeux de ces croyances puériles que représente pour lui le religieux : remplacer la superstition par la raison, la foi par l'athéisme, la croyance en l'au-delà par la plénitude des jouissances d'ici-bas. »
Jean-Marie Rouart, Le Figaro, 8/12/20

« Aucune société, si avancée soit-elle, ne peut se passer longtemps du sacré. Seules les religions sont capables de donner une réponse à la question de la finalité de la vie. »

Jean-Marie Rouart, Le Figaro, 8/12/20

« Qui croit qu'un homme prêt à décapiter un professeur parce que celui-ci a insulté Allah sera arrêté par les règles de la laïcité? »
Éric Zemmour, Le Figaro, 30/10/20

niche

Totem et Tabite



CHUUUT!

YANN DIENER

Un enfant de 8 ans me raconte : lorsque la maîtresse leur demande du calme en leur disant « chuuut! », la moitié des élèves lui répondent en chœur, à voix basse et bien distinctement, « chuuut... balle dans la tête! ». Comme je ne cache pas mon étonnement, le garçon pense me donner une explication en ajoutant : « Comme dans la chanson! — Quelle chanson? — La chanson de Niska! — De qui ça? » Alors il me chante quelques couplets du morceau de rap intitulé *Chasse à l'homme*. Ça parle de trafic et de tireurs d'élite, je ne comprends pas tout, mais je comprends bien le refrain : « Shoot... balle dans la tête! »

Comme cela se passe quinze jours après l'assassinat de Samuel Paty, évidemment, je pense à l'institutrice qui a reçu ce message. J'ai envie d'en écrire quelque chose, alors je cherche sur Internet les paroles de la chanson en question. Je tombe sur le clip, très violent, j'imagine le gamin de 8 ans face à ces images, c'est tout simplement glaçant.

Freud distinguait les enfants qui ne veulent rien savoir de la sexualité de ceux qui ne reculent pas devant leur curiosité. Ceux qui ne reculent pas peuvent aussi en savoir un peu plus sur eux-mêmes, sur ce qui leur arrive en général, et sur ce qui arrive aux autres. Mais certains enfants renoncent à leur curiosité

C'est sur l'ensemble du savoir que l'inhibition peut se porter

sexuelle et, du coup, c'est sur l'ensemble du savoir que l'inhibition peut se porter. Alors, que peuvent des instituteurs face à un groupe animé par la seule passion de l'ignorance?

Reculer ou pas devant la curiosité sur la sexualité et sur notre voisin, sur celui qui nous est étranger : cette question parle aussi de la discorde actuelle portant sur le droit à la parole, à la contradiction, à la caricature, au débat tout simplement.

Cet enfant dont je vous parle a commencé à me raconter cette scène à peine assis dans mon bureau, alors que je ne lui posais aucune question, ni « ça va aujourd'hui? » ni « comment ça va à l'école? », la règle étant seulement de dire ce qui lui passe par la tête.

Ce qui lui passait par la tête, c'était donc ça, cette violence des mots et des images, et s'il en parlait si spontanément, c'est bien qu'il ne trouvait pas ça évident. Il ne reculait pas, il avait envie que ça devienne une question. Un enfant qui vient parler chaque semaine à son psy ne renonce pas au questionnement, il a envie d'avoir un peu de marge avec le langage et ses embrouilles, et de sortir des embrouilles de sa famille et de son groupe; il n'a pas envie de rester englué dans la passion de l'ignorance de ses parents, de sa famille (« on fait comme ça parce qu'on a toujours fait comme ça ») ou de son groupe; il ne veut pas être agi par la tradition.

C'est dans un espace infime qui permet une parole pleine qu'il peut entendre ce que ses paroles peuvent faire à l'autre, qu'il peut sortir d'une identification au petit groupe de copains. Sinon il restera dans l'évidence et la connivence, dans l'agressivité des petites foules.

Pour ça, il faut un écart, une rencontre, un transfert sur un psy ou sur un prof, un ami, un chanteur ou un dessinateur, quelqu'un qui pourra dire son étonnement et permettre d'en dire un peu plus. Il faut toujours une rencontre bouleversante pour qu'une brèche s'ouvre dans la carapace identitaire. ●



Charlie chez vous

UNIVERSITÉ

« De plus en plus de futurs professeurs ne comprennent pas que l'on critique la religion »

Enseigner la laïcité et la liberté d'expression est souvent un sacerdoce. On le sait, de nombreux enseignants sont confrontés à des contestations de leurs propos. Illustration avec l'exemple récent d'une professeure de l'université de Nanterre dont certains des étudiants ne condamnent pas l'assassinat de Samuel Paty.

LAURE DAUSSY

C'est un premier semestre mouvementé pour Laurence Croix, maîtresse de conférences en psychologie et sciences de l'éducation à l'université de Nanterre (Hauts-de-Seine). En charge d'un enseignement sur des « questions contemporaines », elle a décidé cette année, après le meurtre de Samuel Paty, de faire un cours sur la laïcité à ses élèves de licence 1, licence 2 et licence 3. À la suite de ce cours, elle leur a proposé d'échanger sur un forum de l'université, au sujet de l'assassinat de l'enseignant. Il s'agissait pour les étudiants d'exprimer « l'émotion et les réactions [qu'ils ont] pu éprouver à l'annonce d'un enseignant décapité ». Lesquels étudiants se destinent eux-mêmes à être enseignants ou éducateurs, c'est donc d'autant plus intéressant de voir quelles sont leurs réactions. Laurence Croix les a compilées dans un compte rendu destiné à tous les élèves. Certains d'entre eux marquent leur sidération :

« Le "respect" et l'"offense" passent avant la liberté d'expression »

« [...] décapité? C'est inadmissible. À présent, comment continuer d'agir, de vivre "normalement" avec cette peur constante de s'exprimer?... Les enseignants doivent continuer de se battre dans leur profession, car sans eux, il serait bien difficile de comprendre certaines valeurs et droits pour les futurs citoyens... » Ou encore : « L'annonce m'a fait un choc... Cela me fait peur pour l'avenir car en tant que futur professeur... je ferai tout pour que la liberté d'expression se fasse dans ma classe. » Mais d'autres se disent « mitigés » face au cours de Samuel Paty. Plus inquiétant, une étudiante n'hésite pas à relativiser les actes terroristes : « Certains n'ont pas compris le message des terroristes. [...] Je ne défends pas ces actes, mais je les trouve justifiés car l'islam est attaqué de toute part », écrit-elle.

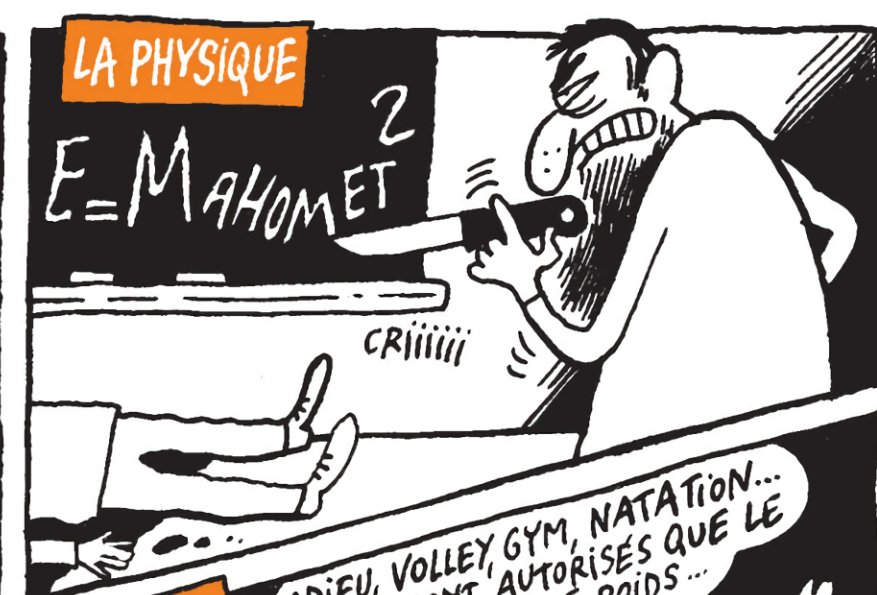
Réaction révélatrice d'une tendance que pointait le sondage Ifop que nous avons publié à la rentrée. Celui-ci montrait que 21 % des moins de 25 ans – soit un jeune sur cinq – ne condamnent pas explicitement les auteurs des attentats du 7 janvier 2015 (contre 8 % dans la moyenne nationale). Le sondage, réalisé avant le meurtre de Samuel Paty, ne rend, de fait, pas compte des réactions concernant ce drame. Mais un chiffre est significatif : 800 incidents (sur 12 millions d'élèves) ont été recensés lors de la minute de silence qui lui était consacrée. Dans le détail : parmi ces 800 incidents, on recense 20 % de « provocations » ; 20 % de « contestations » ; 17 % d'« apologie du terrorisme » ; 12 % de « refus de participer » ; et le reste, des « perturbations de l'hommage », des « menaces » ou des faits « non qualifiés ». Cela confirme en tout cas une tendance inquiétante chez les jeunes générations. « Je constate cette année, après l'affaire Mila et le meurtre barbare de Samuel Paty, que des jeunes ne comprennent pas que l'on puisse critiquer la religion, témoigne Laurence Croix. Dans un cours de 154 étudiants, en L1 de sociologie et sciences de l'éducation, le "respect" et l'"offense" passent avant la liberté d'expression pour environ 80 d'entre eux, quatre seulement s'offusquent et les autres se taisent. » Il y a quatre, cinq ans, certaines de ses étudiantes étaient même venues lui demander de n'enseigner ni Freud ni Darwin, qui étaient dans son programme de cours, car cela choquait leurs convictions.



Dans une autre classe, cette année, Laurence Croix a même fait l'objet d'une lettre de plainte signée par 19 élèves. Cette fois-ci, ils lui reprochaient notamment une phrase qu'elle avait rédigée dans son compte rendu envoyé aux étudiants : « Soit on défend la liberté d'expression, soit on défend la censure, mais l'entre-deux n'est qu'hypocrisie, complicité ou lâcheté. » Elle ajoutait : « Les "limites" dont vous parlez se nomment des "censures". On peut ne pas apprécier les caricatures, être contre, mais ce n'est pas la même chose que de remettre en cause la liberté d'expression. » C'est la première phrase, avec les mots « hypocrisie » et « lâcheté », que plusieurs étudiants n'ont pas digérée. « Elle a été mal interprétée, je dénonçais un positionnement en général, je ne désignais pas les élèves », nous explique-t-elle.

Elle a été convoquée par sa direction. « On me convoque, s'étonne-t-elle, et dans le même temps, la direction laisse passer des propos qui frôlent l'apologie du terrorisme », déplore-t-elle. C'est en effet un des points majeurs de ce type de conflit : le soutien ou non de la direction. Dans le sillage du drame de Samuel Paty, nombre de professeurs ont témoigné du manque de soutien de leur hiérarchie. « Un rappel de l'interdiction d'incitation à la haine et à la discrimination, et des rencontres pour tenter d'apaiser les conflits ont eu lieu afin que chacun mesure la responsabilité de ses propos. La modalité d'enseignement à distance rend encore plus complexe la pédagogie sur des sujets sensibles et nécessaires à la formation », nous explique, de son côté, dans une belle langue de bois, Thibault Pierre, le directeur général des services à l'université de Nanterre. Dommage que la direction renvoie tout le monde dos à dos. ●





Dans le jacuzzi des ondes



LE PROF DU FUTUR

PHILIPPE LANÇON

Samuel Paty n'a pu vivre le deuxième confinement, ni se faire vacciner ou non contre le Covid, ni conseiller ou pas à ses élèves le cinquième tome de *L'Arabe du futur*. Ce nouvel épisode du roman *autobio-graphique* de notre ex-compagnon de route Riad Sattouf est sorti début novembre, deux semaines après... comment dire? L'assassinat du prof de Conflans-Sainte-Honorine? Son meurtre? Sa décapitation? Chacun choisira le terme qui lui convient, en fonction de son point de vue, de sa sensibilité ou de son idéologie. Je m'en tiens à un mot plus simple : sa mort. Certains le trouveront trop vague, mais il me semble résumer tous les autres. Au lecteur, si et comme il le souhaite, de le préciser.

J'aime Riad Sattouf, comme à peu près tout le monde, depuis que j'ai découvert son travail, l'année où ma petite chronique se mit à côtoyer, dans *Charlie*, sa « Vie secrète des jeunes ». C'était en 2004, autrement dit, pour moi en tout cas, dans un autre monde – auquel ne me relie plus guère que quelques amis et l'acte incertain d'écrire. Son strip était la première chose que je lisais après la « une », avant les colonnes de Wolinski, de Bernar et de Willem. Je trouvais que sa manière de restituer, en quelques scènes, le langage et les attitudes d'une jeunesse qui ressemblait de plus en plus à un nouveau lumpenprolétariat valait les traités de sociologie (peu nombreux, il est vrai) que j'avais pu lire ou parcourir. Contrairement

à eux, c'était bref et drôle. À l'époque, Riad n'était pas aussi célèbre. Sa douceur était contondante. Je ne l'ai jamais revu.

Le cinquième tome de *L'Arabe du futur* se passe en Bretagne, au début des années 1990. Le jeune Riad écoute Nirvana. Kurt Cobain est déjà dépressif, mais il ne s'est pas encore tué. Le gamin découvre Lovecraft et les bédés de Druillet, de Bilal : de celui-ci en particulier, *La Foire aux immortels*. L'album, publié en 1980, avait fait mes délices à sa sortie (de même que, quelques années plus tôt, les textes de Lovecraft). Je venais juste d'avoir le bac et j'avais l'impression de sortir enfin des années grises. Au lycée, un lycée de banlieue entouré de cités, il n'y avait dans la section générale quasiment pas d'Arabes. D'abord, ils étaient peu nombreux. Ensuite, ils étaient au lycée professionnel, le LEP. Nous n'aimions pas les gars du LEP : ils *dépouillaient les mobs*, ils *nous dépouillaient*. Parfois, ils faisaient irruption dans nos bâtiments, seuls ou en petit groupe, et terrorisaient ceux qu'ils croisaient, surveillants compris. Il y a une scène de ce genre dans *L'Arabe du futur 5*, mais en pire : en dix ans, la situation avait dû se dégrader.

Dans cet album, le père de Riad a fui en Syrie, son pays, avec l'un de ses deux frères, qu'il a enlevé. La mère oscille entre colère et dépression. Riad vit son éducation amicale, sentimentale et artistique dans cette atmosphère relativement sinistre. Tout est réinventé avec assez de grâce pour que l'échec et la solitude soient toujours comiques et le jugement, dissous dans les formes du récit. Observation, clarté, tendresse, autodérision : voilà le carré d'as. L'un des procédés les plus réussis est celui par lequel le gamin, confronté aux désirs et au mode de vie français, imagine dans des bulles rouges les réactions furieuses, méprisantes, archaïques de son père, de son frère enlevé et islamisé, des habitants du village syrien où il a vécu ; et c'est en découvrant l'histoire de Lilith, la femme qui voulait vivre et jouir librement et dont l'Église fit une créature satanique, qu'il en arrive à cette conclusion : « Je compris que les mythes fondateurs des religions avaient comme points communs la haine de la liberté sexuelle et la domination de l'homme sur la femme, le patriarcat. » Conclusion que *Charlie* a tirée depuis longtemps, mais que les actuels comiques troupiers de l'intersectionnalité, lorsqu'il s'agit de l'islam, semblent éviter. C'est l'une des rares généralités de l'album. Pour le reste, Riad a assez de talent et d'intelligence pour ne jamais soumettre son récit à un quelconque discours : c'est un conteur, et un artiste. C'est ce qui rend *L'Arabe du futur* universel. C'est aussi, sans doute, ce qui permet à son auteur d'être populaire sans attirer la funeste attention des imbéciles, des bigots et, en prime, des islamistes. Je me demande si le prof du futur devra, pour développer l'esprit critique et un sens intelligent de la liberté d'expression, bénéficier de si rares qualités. ●



Qu'avez-vous vu, monsieur Haenel ?



LA SOLITUDE DES PROFESSEURS

YANNICK HAENEL

J'ai été professeur pendant plus de quinze ans. Ça a commencé au début des années 1990. J'étais fou de littérature, mon enthousiasme débordait, j'avais la vocation. À 21 ans, j'ai passé le Capes et l'agrégation de lettres modernes ; j'ai eu les deux. Je me suis retrouvé, un mois et demi plus tard, sans préparation, face à une classe d'un lycée d'Orvault, dans la banlieue nantaise. Les élèves avaient 17 ans, quatre ans à peine nous séparaient, mon enthousiasme était contagieux. Puis, après cette année de stage, j'ai été muté en banlieue parisienne où j'ai enseigné dans des collèges, en ZEP (zone d'éducation prioritaire), à Villiers-le-Bel, Argenteuil, Louvres et dans bien d'autres villes encore du Val-d'Oise, ainsi qu'à Mantes-la-Jolie, dans les Yvelines.

Je prenais le RER D à Châtelet (la ligne qui était toujours en grève) ou le train à Saint-Lazare, celui de 6 h 40, pour arriver à temps dans la cité du Val-Fourré, où j'enseignais à 8 heures du matin le français, c'est-à-dire la grammaire, la conjugaison, la poésie, le roman, le conte, tout quoi, à des enfants de 12 à 15 ans, dont les conditions de vie étaient le plus souvent violentes, parfois misérables. On apprenait des poèmes par cœur, on allait au Louvre voir des tableaux « en vrai » (époque bénie d'avant les protocoles de sécurité) ; je me souviens que je leur demandais de regarder des

films de Clint Eastwood qui passaient à la télé, parce que la scène de l'arrestation dans *L'inspecteur Harry* me permettait de leur faire étudier l'air de rien la première page du *Procès de Kafka*. Un jour, un petit de 5^e B : « Monsieur, on fait *Kafka* aujourd'hui ? » (Émotion d'entendre ce nom dans un couloir de collège du Val-d'Oise.)

Aucun inspecteur n'est venu en seize années dans aucune des banlieues où j'ai travaillé : les pédagogues officiels ne s'aventuraient pas jusqu'à ces quartiers qu'on commençait à dire « perdus pour la République ». Mais, perdus, ils ne l'étaient pas : il y avait nous, les professeurs.

Moi qui ne le suis plus, il m'arrive de me demander si la République a encore un sens, mais je sais que les professeurs lui donnent le sens qui lui manque : la République, c'est eux qui l'incarnent.

Car la République n'est pas un principe abstrait, pas même un ensemble de « valeurs » : c'est une femme ou un homme qui fait lire un texte de Rimbaud dans une salle de classe à des jeunes gens qui parlent français, viennent d'Algérie, du Mali ou d'ailleurs, sont chrétiens,

juifs, musulmans, athées ou rien du tout. La République, c'est ça : une trentaine de jeunes gens tous différents et un prof, différent lui aussi, qui discutent de l'histoire et de la poésie, qui essaient de comprendre ensemble ce qu'est le monde, ce que sont les langues, ce que sont une passion, un événement, un conflit, ce que sont le passé, le présent, l'avenir.

Ceux qui n'ont pas été seuls, une fois, face à une trentaine d'élèves à Mantes-la-Jolie ou à Sarcelles ne savent pas ce qu'est la société française, ils croient qu'ils font de la politique, mais en réalité ils pérorent devant une classe vide qui s'appelle la France.

Très vite, j'ai eu des difficultés. La solitude est pesante quand on est aux prises avec des enfants dont la violence est à la fois le quotidien et l'horizon. Quand il faut s'interposer entre les Asiatiques et les Maghrébins qui se font une guerre de quartier dès l'enfance, comme à Villiers-le-Bel. Quand les fins d'après-midi, les adolescents ne tiennent plus en place.

Mais s'occuper des difficultés des autres, n'est-ce pas la beauté de ce métier ? Ça me plaisait d'être à l'écoute, d'être là, vraiment là à chaque instant (car trois secondes d'inattention, et la situation explose). J'aimais expliquer, éclaircir, apaiser, m'asseoir à côté d'un élève et regarder avec lui ce qui n'allait pas dans sa rédaction ; j'aimais trouver les mots pour lui - mieux : l'aider à trouver les siens.

Et puis, alors que j'enseignais au collège Eugénie-Cotton, à Argenteuil, il a commencé à y avoir des problèmes religieux. On était en 1993-1994, je crois, on ne savait pas très bien ce qui se passait. Les élèves venaient en classe le matin avec une agressivité nouvelle ; le prétexte était souvent absurde, insignifiant : je leur expliquais une règle de grammaire, et ils protestaient. Une après-midi, je rendais des « interrogations écrites » : un élève qui n'avait pas eu la moyenne a prétendu, devant toute la classe, que je l'avais mal noté parce que j'étais « raciste ». Après le cours, parlant avec lui, il m'avoua que c'était « l'imam qui l'avait dit ». J'ai compris que tout ce que nous affirmions en classe était systématiquement repris et contesté le soir, lors de l'« aide aux devoirs » : les Frères musulmans commençaient à s'infiltrer dans les cités.

Puis, tout s'est durci, ma joie a disparu, et de retour à Mantes-la-Jolie, dans l'un des collèges du Val-Fourré, un élève, un matin de septembre, m'a insulté. Avais-je perdu la flamme ? J'ai été pris soudain d'une immense lassitude, j'ai quitté la salle de classe et ne suis plus revenu. Arrêt longue maladie, dépression, comme tant d'autres collègues. Pas envie de parler de cet enfer-là. Juste dire que j'ai réussi à reprendre, j'ai fait encore cinq années dans un bon lycée, mais c'était trop tard : un matin, je n'ai plus eu la force. J'étais usé à 36 ans. Heureusement, j'avais la littérature : je me suis mis à écrire des romans.

J'aimerais dire une chose simple : je ne crois pas qu'on se rende compte de la vie réelle des professeurs. De ce qui se passe dans les classes des collèges et lycées, aujourd'hui, en France. De la difficulté qu'il y a à enseigner. De la beauté qu'il y a à se battre contre les difficultés. De la grandeur des enseignants, qui savent que la difficulté est l'enseignement lui-même. Je ne crois pas qu'on se rende compte de la solitude des professeurs. ●

C'est pourtant pas compliqué

En classe, certains élèves ont tendance à mettre sur le même plan les connaissances et le discours religieux. Le biologiste Guillaume Lecoindre apporte des outils aux enseignants pour qu'ils apprennent aux adolescents à faire le tri entre croyances et savoirs.

ANTONIO FISCHETTI

Chacun croit ce qu'il veut, on est en démocratie. C'est vrai. Le problème est que « cette phrase est parfois utilisée pour contester le contenu des enseignements », témoigne Guillaume Lecoindre, professeur au Muséum national d'histoire naturelle, à Paris. Le discours de certains élèves est le suivant : vous croyez en Darwin, mais moi, je crois dans la Bible ou le Coran, c'est kif-kif. Sauf que le raisonnement est bidon : ce n'est pas parce qu'on est en démocratie que les textes religieux ont autant de valeur que les connaissances scientifiques. On a le droit de croire que la Terre est le centre de l'Univers ou que l'homme a été créé à l'image de Dieu. Il n'empêche que la réalité, c'est que nous avons un ancêtre commun avec les babouins et que nous ne sommes qu'un grain de poussière perdu dans une immensité, n'en déplaise à un Dieu hypothétique.

Si la croyance relève du privé, et là, toute liberté est permise, l'école se doit d'enseigner des savoirs. Pour mettre en pratique ce postulat laïc, la première étape est de différencier croyance et connaissance. Ce n'est pas toujours évident pour les enseignants, parfois décontenancés. Pour les aider à répondre aux élèves – qu'il serait contre-productif de braquer en se contentant de dénigrer leurs croyances –, Guillaume Lecoindre a décidé de leur apporter des outils intellectuels très concrets, dans un petit livre intitulé *Savoirs, opinions, croyances. Une réponse laïque et didactique aux contestations de la science en classe* (éd. Belin Éducation).

L'un des fondements de l'ouvrage est la distinction entre « savoir », « opinion », « croyance » et « croyance religieuse ». Le propre du savoir étant d'être justifié rationnellement, de sorte qu'« il est légitime d'abord parce qu'il résulte d'un questionnement », précise Guillaume Lecoindre. Le but du chercheur est de trouver des explications aux phénomènes observés, mais ces explications sont sans cesse remises en question. On pourrait y voir un paradoxe, mais c'est justement là que

ENSEIGNEMENT

Croire savoir ou savoir croire

réside toute la puissance de la science : « *Un savoir scientifique est légitime parce qu'il est périssable, potentiellement.* » En clair, le scientifique passe l'essentiel de son temps à mettre à l'épreuve son savoir.

Mais surtout, il ne le fait pas seul, car cette mise à l'épreuve est forcément collective. Le chercheur envoie son article à une revue spécialisée, qui le publie – ou pas – après relecture par d'autres scientifiques, et c'est ainsi que s'élabore, au fil du temps, à force de confirmations ou de réfutations, ce qu'on nomme un « consensus scientifique ». C'est cet aspect collectif qui fait du champ scientifique un territoire par essence laïc.

Il n'en va évidemment pas de même pour les croyances. C'est même carrément l'inverse, vu qu'elles sont, par définition, impossibles à réfuter par un débat contradictoire. Le point commun entre tous les croyants, qu'ils soient bigots ou pas (car il y a des croyances non religieuses : par exemple, imaginer que l'ingestion de corne de rhinocéros favorise l'érection), c'est que vous pouvez toujours leur opposer des arguments rationnels, soit ils s'en foutent, soit ils se ferment, soit ils y sont hostiles. Dans tous les cas, ça ne les fera pas changer un iota dans leurs convictions.

Apporter un peu de lumière dans l'esprit des élèves

Là où ça se complique, c'est quand des croyances prétendent se doter d'atours scientifiques. C'est notamment le cas d'une certaine tendance créationniste qui cherche à « prouver scientifiquement », dans la Bible, le contenu de la Genèse, et dont les apôtres font leur marché dans des données sérieuses, mais en ne choisissant que celles qui vont dans leur sens. Au final, ces théories aboutissent tôt ou tard à un principe d'autorité, qui, lui, n'a rien de scientifique.

Cela dit, il faut avouer que, même dans le champ de la rationalité, il peut y avoir une part de « croyance », pour la bonne raison que l'élève doit bien faire confiance au prof, vu qu'on ne peut pas tout redémontrer à chaque cours. Comme le reconnaît Guillaume Lecoindre, « *de l'école maternelle à l'université, celle ou celui qui reçoit un enseignement fait confiance à celle ou celui qui le dispense. Mais il ne s'agit là ni de religion, ni d'idéologie, ni même d'opinion* ». La différence entre l'enseignant et le curé, c'est qu'on peut toujours demander au premier de justifier rationnellement ce qu'il dit, et pas au second.

Mais que ceux qui veulent continuer de croire se rassurent, ils ont encore de la marge. Ce n'est pas parce que le savoir



avance que Dieu recule. On ne peut pas davantage prouver scientifiquement l'existence de Dieu que sa non-existence, ce qui fait dire à Guillaume Lecoindre que « *l'espace des sciences n'est pas une négation, ni des religions ni de l'idée de Dieu, mais un espace neutre, indifférent et autonome* ». Une autre raison qui laisse du terrain aux croyances, c'est que la science ne permettra jamais de tout expliquer. Chaque avancée des connaissances, aussi minime soit-elle, ouvre une infinité de territoires inexplorés. C'est d'ailleurs l'une des grandes différences entre science et religion : la religion prétend tout expliquer, mais en n'expliquant finalement rien, alors que la science explique, justement, parce qu'elle ne prétend pas tout expliquer.

Le savoir, c'est ce qu'on n'est jamais sûr d'avoir acquis, alors que la croyance, c'est ce qu'on est certain de savoir, à tort, évidemment. L'enseignant ne pourra jamais éliminer totalement les croyances, mais il peut au moins apporter un peu de lumière dans l'esprit des élèves, en leur faisant comprendre qu'on est un peu moins crédule lorsqu'on sait que l'on croit que lorsqu'on croit que l'on sait. ●

Vivreensemble



LE TRAVAIL D'UN ENSEIGNANT

GÉRARD BIARD

Il n'aurait pas dû. Pour certains de ses collègues, qui lui en avaient fait le reproche, pour nombre de doctes intellectuels et hauts professeurs, qui, a posteriori, l'ont rendu responsable de sa propre mort, pour certains dirigeants ou ex-dirigeants politiques – dont l'ancien ministre de l'Éducation nationale Luc Ferry –, Samuel Paty a failli. Jamais il n'aurait dû montrer ces maudites caricatures à ses élèves, jamais il n'aurait dû tenter de leur faire saisir la complexité d'un débat de société aussi inflammable, jamais il n'aurait dû aborder avec eux des questions si « sensibles ». À ces prêcheurs de morale capitularde, on a envie de poser une question : à votre avis, à quoi sert l'école publique ? Pourquoi pensez-vous qu'on y entre à peine achevée la petite enfance et qu'on en sort soit avec le droit de vote lorsqu'on termine le cycle secondaire, soit pour entrer dans la « vie active » si l'on arrête sa scolarité plus tôt ?

L'école publique, gratuite et laïque ne sert pas uniquement à transmettre un « socle commun » de connaissances. Les élèves y apprennent certes à lire, à écrire et à compter, ils y étudient la grammaire et la syntaxe, la littérature, les langues étrangères, les mathématiques, les sciences, l'histoire et la géographie du monde, certains la musique et les arts, d'autres la mécanique ou l'électricité, ils y acquièrent des savoirs et des techniques qui leur permettront, en principe, de se construire un avenir.

Indispensable pour ne pas tomber au sous-sol

Mais, surtout, ils s'y forment à la vie en société. C'est là, et pas ailleurs, qu'ils deviennent des citoyens. À la fin de la scolarité, si tout le monde a fait correctement son boulot, ce sont des adultes en état de marche et de penser à peu près librement qu'on lâche dans la nature.

L'école publique est ce qui permet à l'enfant de s'affranchir, plusieurs heures par jour, de son milieu familial et social, quel qu'il soit, pour se confronter au monde et apprendre à s'y frayer un chemin. Elle lui transmet des savoirs, mais aussi des clés pour intégrer peu à peu la société et y gagner un maximum d'autonomie. Elle lui offre ce que les plus érudits et les plus intelligents des parents ne peuvent offrir. C'est à l'école, au cœur du groupe, qu'il apprendra à débattre, à argumenter, à contredire et à être contredit, à faire des choix et à accepter que d'autres en fassent, différents des siens, à comprendre ce qui relève du collectif et ce qui relève de l'individu, à se familiariser avec les valeurs de la société dans laquelle il vit. Et ce, qu'il soit un surdoué ou un cancre. Ce n'est pas « l'ascenseur républicain », c'est juste le plancher. Mais il est indispensable pour ne pas tomber au sous-sol.

Personne n'a dit que tout cela se faisait les doigts dans le nez. Parfois, malheureusement, ça ne se fait d'ailleurs pas du tout. Pour certains élèves, et pour certains enseignants, l'école peut même être un cauchemar. Elle n'est pas la plus en forme des institutions. Mais ce qui est certain, c'est que Samuel Paty y croyait. Il espérait faire de ses élèves des citoyens adultes et aussi émancipés que possible.

Alors, évidemment, chacun en pense ce qu'il veut. Ses collègues ont le droit d'avoir peur des vagues et de croire que cette peur les protège de la noyade. Les phares de la pensée qui donnent des leçons de « raison » du haut de leurs chaires prestigieuses ont le droit d'aimer le sexe SM et d'être émoustillés par les promesses de punitions des obscurantistes. Les anciens ministres ont le droit de courir les plateaux télé pour expliquer qu'ils n'ont que mépris, aujourd'hui comme hier, pour les principes de l'État qu'ils ont pourtant censément servi. Mais aucun d'entre eux n'a le droit de dire que Samuel Paty n'aurait pas dû faire son travail. ●



ANTRE *de Willem* CHOSE

Toutes les horreurs que vous n'osiez pas vous imaginer dans "Amour vache" un des plus beaux livres d'Anne Van der Linden (Céd. Eretic-Art, 13, quai du Square, 93200 Saint-Denis, 18€). Avec un texte de C. Bier et X-G. Néret. Le roi du film trash, John Waters, a donné une partie de sa



collection d'art contemporain au musée de Baltimore. Pour le remercier, le musée a donné son nom à deux toilettes.

"Le Pendu", "La roue de fortune", "le Chariot", etc. Pakito Bolina a refait les cartes du tarot, renommé "Tarosado". Beau ? Mais bien sûr, ça se trouve au Dernier Cri, 41, rue Jobin, 13003 Marseille. Quatre musées ont renoncé à

montrer une expo rétrospective de Philip Guston: 24 des tableaux, où figurent des gens du kukluxKlan, pourraient être mal interprétés. Finalement, la National Gallery of Art à Washington fera l'expo, en 2022. "OHMAMAN", Françoise Geslin a fait illustrer une trentaine de ses textes, pas par n'importe qui: Joki, kiki, Pirasso, Muzo, etc. Ça se trouve à la Librairie Monte-en-l'Air, Paris, 12€.



Les Puces



SANS CRAIE NI TABLEAU NOIR

LUCE LAPIN

Les animaux n'ont pas de religion, et c'est une chance. Malheureusement, celle de certains humains, comme la juive et la musulmane, qui imposent à la République, par une dérogation scandaleuse, l'abattage rituel, casher et halal, dit « à vif », est cause de grande souffrance pour eux. La religion chrétienne n'a pas plus de compassion pour l'agneau pascal, et les sacro-saintes « fêtes » envoient plusieurs millions de mammifères, d'oiseaux, de poissons et de crustacés à la mort, et ce, transmis de génération en génération.

Dans le milieu scolaire, les enseignants apprennent aux « petits d'homme » de Rudyard Kipling comment se comporter dans notre société laïque. Chez les animaux, les parents montrent les « bonnes manières ». Lorsqu'ils ont été tués ou que, pour de mauvaises raisons, commerciales le plus souvent, les jeunes ont été retirés trop tôt à la mère, leur vie d'adulte risque d'être déséquilibrée, et dangereuse pour la vie sociale. Par exemple, le chiot et le chaton ont besoin d'être remis à leur place lorsqu'ils mordent trop fort, sinon cela peut induire des troubles du comportement à l'âge adulte, ils peuvent devenir agressifs et, partant, être abandonnés.

L'enseignement, leur capital vie

Chez les oiseaux, m'explique Allain Bougrain Dubourg, président de la Ligue pour la protection des oiseaux (lpo.fr) depuis 1986, l'école dépend des espèces :

« Une poule est une mère exemplaire. Elle lance des cris d'appel en cas d'identification de prédateur, elle montre aux poussins comment gratter le sol et localiser la nourriture. [...] De même, de nombreux rapaces apprennent à leurs jeunes à chasser. Enfin, le chant, qui est très important pour la communication chez les oiseaux, est enseigné bien souvent par les parents. Reste pour les oiseaux migrateurs l'initiation au grand voyage. Les parents accompagnent souvent les jeunes pour la première migration. Le coucou, qui n'a jamais connu ses parents, part en Afrique sans qu'on lui ait montré le chemin. En revanche, les jeunes oies sont initiées par les plus âgés du clan. »

Dans les « écoles de la barbaque », comme Cabu nommait les écoles taurines, qui ne survivent que grâce aux subventions publiques, on n'apprend pas aux élèves la compassion, ni l'éthique, ni le respect du vivant, et pas plus les fables de La Fontaine. On leur enseigne l'« art » de tuer, en toute légalité.

Pas d'école pour passer le permis de chasse, les anciens demandent aux jeunes de les accompagner... parfois pour le pire. Et un examen où une seule des dix questions, très faciles, est éliminatoire.

L'enseignement permet aussi de transmettre la connaissance des dangers afin que les futurs adultes les évitent. ●

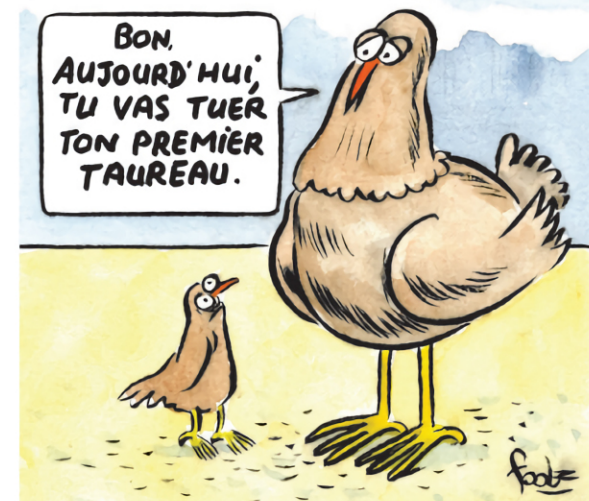
luce-lapin-et-copains.com

(lucelapinetcopains@gmail.com)

1. Deux près d'Arles, deux à Nîmes, une à Béziers et une à Aire-sur-l'Adour. Six de trop !

ANIMAUX. L'ÉCOLE DE LA CRUAUTÉ

BON AUJOURD'HUI, TU VAS TUEZ TON PREMIER TAUREAU.



GAUCHE RADICALE

Alain Brossat et le professeur pyromane

Dans une envolée aussi triste que drôle, un commissaire politique de la gauche radicale entend prouver que Paty a bien cherché sa décapitation. Le problème est que Brossat est fêté comme un penseur. Ce qu'il est, d'ailleurs. Mais de quoi?

FABRICE NICOLINO

Alors arriva Alain Brossat, à qui on ne la fait pas. Dans un texte écrit après la décapitation de Samuel Paty, il ne peut rien dire de l'assassinat et de l'assassin. Rien, car ce serait «participer au concours d'adjectifs et de superlatifs qui vaut ce que valent tous les concours de crachats». On s'inscrirait ainsi «dans le diagramme de cette correction morale qui est le ciment de toutes les unions sacrées et de vous assigner votre place dans le troupeau». Nan. Brossat est bien au-dessus de cela.

Le monsieur en a assez qu'on parle de notre vieux Charlie, et pour lui, la liberté d'expression est «un thème impulsé par les sommets de l'État». Ce n'est pas un principe, ce n'est pas une cause, c'est une manipulation. Elle consiste à «enraciner dans la pâte molle des jeunes cervelles» l'idée que «la liberté d'expression, en général et en particulier, c'est la question de Charlie Hebdo». Du coup, Paty, «un peu formaté comme tant de ses collègues par les consignes tombées du ciel, donc, a une prédilection pour Charlie Hebdo – allez savoir pourquoi».

Le texte complet, qu'il faut bien sûr lire en entier¹, va plus loin s'il est possible, présentant Paty comme un «enseignant pyromane», ce qui le désigne, sauf grave erreur d'appréciation, comme le responsable de sa décapitation. L'obsession complète de Brossat, dont on ne connaît l'origine, c'est ce qu'il nomme lui-même la République. Dans son esprit, il y aurait semble-t-il une «pauvre et détestable engeance», qui voudrait imposer «l'esprit républicain» à des dominés «réfractaires».

Bien entendu, et il était temps de l'écrire, notre journal est «un torchon raciste». Ce pourrait être seulement ridicule, et même drôle – on y reviendra –, mais c'est un poil plus compliqué, car Brossat n'est pas un homme isolé. Ce professeur retraité de philosophie – il approche des 75 ans – a été l'un des responsables de la Ligue communiste d'Alain Krivine dans les années 1970, et continue de cheminer avec ce qu'il appelle peut-être la gauche radicale. Il écrit dans des revues comme *Lignes* ou *Asylon(s)*, et siège au comité de lecture de la maison d'édition La Fabrique, dont le propriétaire est Éric Hazan, autre grand ennemi de Charlie.

Bien entendu, en excellent matérialiste qu'il est, Brossat n'a jamais lu une ligne de Charlie, où il aurait découvert depuis les origines des milliers d'articles et dessins antiracistes. Évidemment, comme il sait sans avoir besoin de connaître, il n'a pas cherché à explorer plus avant sa pré-science, ce qui l'aurait conduit à admettre que Charlie est sans flonflons un journal viscéralement antiraciste, féministe, écologiste. La philosophie à la Brossat n'a pas besoin de la réalité, car elle gêne la formation de concepts.

On pourrait s'arrêter là, mais ce ne serait pas rendre justice à un tel esprit. Le courant trotskiste auquel il a longtemps appartenu n'a tout simplement rien compris à la nature des deux grands totalitarismes passés : le fascisme hitlérien et le stalinisme. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ses petits copains d'alors opposèrent bravement les impérialismes français et anglais d'une part et l'impérialisme allemand d'autre part, refusant de trancher entre les deux. Poussant même l'imagination jusqu'à refuser les attentats contre les soldats allemands, au motif étincelant qu'ils n'étaient, au fond, que des «travailleurs sous l'uniforme». Quant au stalinisme, les mêmes estimeront qu'il fallait à tout prix défendre un «État ouvrier dégénéré» contre l'ordre capitaliste, à l'heure même

où Staline envoyait des peuples entiers et des millions d'innocents au goulag. Cela laisse quelque trace : en décembre 1979, lorsque Brossat est encore l'un des chefaillons de la Ligue, celle-ci soutient bel et bien l'invasion de l'Afghanistan par la glorieuse Armée rouge, estimant que l'intervention permettait «un certain nombre de mesures antiféodales».

Mais est-ce bien grave ? Quand Brossat se trompe et trompe, quand ses idées prennent l'eau et font des naufragés, il a encore raison. On a même l'impression qu'il a de plus en plus raison. On hésiterait presque à lui dire qu'il existe, dans cette gauche qu'il dit tant apprécier, une tout autre tradition. Celle du Russe Victor Serge, victime directe de Staline, qui mourut en clamant son engagement définitif pour la justice sociale, mais aussi le respect de la personne, et la liberté. D'expression, mais oui.

Celle également de ce grand ancêtre qu'est George Orwell, que les philistins à la mode Brossat accommodent à toutes les sauces. Ce visionnaire et grand socialiste – non social-démocrate – créa en 1945 le Freedom Defence Committee, pour défendre explicitement ce qui permet à Charlie d'exister :

«le droit à la liberté de s'exprimer, d'écrire et d'agir». Ces braves-là, qu'on se le dise, ont toute leur place autour de notre table. À savourer autour d'un verre de vin la fameuse – et désormais galvaudée – notion de *common decency*. Soit une décence ordinaire, un certain maintien moral dont un Brossat semble bien n'avoir jamais entendu parler.

Orwell toujours. Le 20 mai 1946, dans un article de *The New Republic*, il note, guilleret : «Est-il politiquement condamnable de soutenir que, bien souvent, la vie vaut davantage la peine d'être vécue grâce au chant d'un merle, au jaune d'un orme en octobre ?» Sans aucun conteste, Orwell était un écologiste, constatant dans la revue *The Adelphi* de l'automne 1948 «cinq autres années d'érosion des sols et de gaspillage des ressources énergétiques du monde».

Et Brossat ? Rions un peu. Cet éminent philosophe n'aura pas eu un mot en plus de cinquante ans de «travaux» pour la crise écologique planétaire, qui est de loin l'événement de plus marquant de la longue histoire des hommes. Rien. Cela n'existe pas, car ce n'a pas été inscrit au programme. Il n'aura pas daigné, au reste, expliquer pourquoi les rêveries de jeunesse – le rôle clé de la classe ouvrière, l'imminence de la révolution sociale dans l'Europe des années 1970, après un Mai 68 analysé comme «répétition générale» – n'étaient que billevesées.

Non, Brossat est nettement au-dessus de ces interrogations, et pour mieux nous le faire comprendre, il emploie une langue aux limites du fantastique, aussi rigolote, malgré les apparences, que celle de Diafoirus chez Molière. Extrait : «Aux premiers temps de la République, l'instruction civique était patriotique et revancharde, elle véhiculait aussi tout un catéchisme moral – aujourd'hui, elle est citoyenniste et la liberté d'expression en est le mantra – ce qui sert à tracer la ligne de partage entre le monde de l'autochtonie axiologique et culturelle et celui de cette cinquième colonne plébéienne aux contours variables, suspecte d'être allergique et rétive aux «valeurs de la République»».

Pouah, non ? Quiconque parle une langue morte devrait d'abord prouver qu'il est vivant, mais dans le cas de Brossat, c'est loin d'être gagné. Il est douteux que plus de 500 personnes en France soient volontaires pour une telle épreuve.

Quel mot employer ? Celui de décadence ? De dégénérescence d'un esprit jadis universaliste, ou prétendument tel ? De continuité dans le désordre intellectuel ? On hésite un peu. Mais reste cette certitude : la vieillesse est un naufrage, tout le monde le sait, mais il arrive qu'elle soit une franche rigolade. ●

1. lundi.am/Un-long-hiver-republicain

TUÉ PAR L'ISLAMISME...



FAUT LES REPREDRE TÔT, SINON C'EST FOUTU



Unlennin

CHARLIE HEBDO

Les couvertures auxquelles vous avez échappé



Sac à patates

Disparition du couturier Pierre Cardin. On s'en fout, depuis le confinement, on passe nos journées en pyjama.

Liberté d'expression

En 2020, 50 journalistes ont été tués dans le monde. Sans compter ceux que Bolloré a virés de Canal+.

Thénardier

Adidas développe des baskets fabriquées avec des champignons. Ah bon? on croyait que c'était avec des enfants.

Mystères de l'Ouest

La justice américaine clôt l'enquête sur la mort d'un Noir tué par la police. Il était bel et bien noir.

Bolchevisme

Le préfet Lallement cite Trotski dans ses vœux pour 2021. Contre les «gilets jaunes», bientôt l'Armée rouge.

Météo

2020, année la plus chaude enregistrée en France. C'est vrai qu'on a beaucoup travaillé en caleçon.

Master Chef

Une femme tente de couper le sexe de son compagnon infidèle avec un couteau. Encore une qui veut garder les avantages sans les inconvénients.

Paris brûle-t-il?

Paris a perdu plus de 54 000 habitants en cinq ans. C'est plus un exode, c'est une rafle.

Écoresponsable

Un homme tué à coups de bûche près de Rouen. C'est moins cher qu'une kalachnikov et ça fait vivre le commerce local des vendeurs de tronçonneuses.

Malentendu

La ville de Boston déboulonne une statue de Lincoln avec un esclave à ses genoux. On ne sait pas si c'est pour dénoncer l'esclavage ou la pédophilie.

Rock'n'roll

Après le Brexit, les animaux britanniques devront avoir un certificat international pour voyager en Europe. Dommage, on n'est pas près de revoir les Rolling Stones.

Marionnette

Le président algérien de retour après deux mois d'absence. Les généraux du pays ont assuré l'intérim, comme d'habitude depuis cinquante-huit ans.

Concurrence

En 2020, la fréquentation des cinémas français a chuté de 70%. Avec une épidémie mondiale, les films catastrophe sont dans la rue, plus dans les salles obscures.

Maîtrise ta caille

Un mari tue sa femme, car il l'accuse de l'avoir envoûté: «La soupe de bave de crapaud était froide, j'ai péti un plomb.»

Remède de grand-mère

L'homéopathie déremboursée à partir du 1^{er} janvier. Fini l'Oscilloccinum pour soigner son cancer du foie et sa gueule de bois.